

Projet de Parc éolien du plateau de Haution

Communes de Voulpaix, La Vallée au Blé, Haution et Laigny
Département de l'Aisne

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Lettre de demande**
- Tome 1 : Cartographie
- Tome 2 : Etude d'impact
- Tome 3 : Etude de dangers
- Tome 4 : Notice Hygiène et Sécurité



Sommaire

1. Identité du demandeur	4
2. Identité des maisons-mères	4
2.1 VALOREM.....	4
2.2 ELECTRAWINDS	5
3. Identités des filiales exploitation	6
3.1 VALEMO, service exploitation de VALOREM.....	6
3.2 Service exploitation d'ELECTRAWINDS	7
4. Localisation de l'installation	8
5. Nature et volumes des activités	11
6. Procédés de fabrication.....	12
7. Capacités techniques et financières du groupe VALOREM	12
7.1 Groupe VALOREM	12
7.2 Groupe ELECTRAWINDS	20
7.3 Financement du projet du Plateau de Haution	26
8. Remise en état du site.....	27
9. Volet cartographique de la demande d'autorisation d'exploiter	27
Annexes	29



1. Identité du demandeur

Dénomination ou raison sociale : LE HAUT BOSQUET ENERGIES

Forme juridique : Société par actions simplifiée (SAS)

Adresse du siège social : 213 cours Victor Hugo - 33323 BEGLES CEDEX

Noms, prénoms et qualité du signataire de la demande :

Monsieur Jean-Yves GRANDIDIER, gérant

SIRET : 503 297 210 R.C.S. BORDEAUX

APE : 3511 Z Production d'électricité

Capital social : 1 000 €

Un K-Bis de moins de 3 mois est joint en annexe 1.

Nom et le numéro de téléphone de la personne chargée de suivre l'affaire :

Monsieur Nicolas DAVIS / chargé d'affaires Energies Renouvelables à l'agence VALOREM d'Amiens / 03 22 09 01 08

LE HAUT BOSQUET ENERGIES est une société filiale à 50 % de la société mère VALOREM ET 50 % de la société mère ELECTRAWINDS FRANCE.

2. Identité des maisons-mères

2.1 VALOREM

Dénomination sociale : VALOREM

Forme juridique : Société par Action Simplifiée

Adresse du siège social : 213, Cours Victor Hugo, 33 323 BEGLES

Date d'immatriculation : le 12 juillet 1994

N° SIRET : 395 388 739 00108.

APE : 7112B - ingénierie, études techniques

Capital social : 8 386 768,00 euros

Direction : Président : Jean Yves GRANDIDIER

Directeur Général : Pierre GIRARD



Le groupe VALOREM est né de la création de VALOREM en 1994. Initialement bureau d'études, VALOREM a élargi son activité pour devenir producteur d'énergies vertes. Le Groupe se compose aujourd'hui de quatre filiales de métiers détenues à 100 % par VALOREM. Avec ses quatre filiales, OPTAREL, VALREA, VALEOL et VALEMO, le groupe VALOREM comprend un ensemble de compétences permettant d'assurer le développement de projets éoliens de la phase de recherches de sites à la phase d'exploitation et de maintenance.

VALEMO, dernière filiale née du groupe a été créée en 2011 afin de filialiser l'activité d'exploitation intégrée initialement au sein de la structure VALOREM. Détenue à 100 % par VALOREM, l'activité de VALEMO s'étend sur l'ensemble du territoire national et s'est d'abord concentrée sur l'exploitation des parcs avant de démarrer des opérations de maintenance au début de l'année 2011. La mission de VALEMO se distingue donc en deux branches de prestations de service destinées aussi bien au groupe VALOREM qu'à des clients extérieurs.

2.2 ELECTRAWINDS

Dénomination sociale : ELECTRAWINDS FRANCE

Forme juridique : Société par Action Simplifiée

Adresse du siège social : 25, avenue de l'Opéra, 75001 Paris

Date d'immatriculation : 21/02/2012 (pour le siège à Paris) ou 1/12/2008 pour le début d'exploitation (voir Kbis)

N° SIRET : 501 530 299 00020

APE : 3511Z

Capital social : 1 000 000 €

Direction :

Président : LDS NV, société de droit Belge

Représentant légal : Luc DESENDER

Directeur ELECTRAWINDS FRANCE : Filip ARNOU

ELECTRAWINDS FRANCE est la branche française de l'entreprise d'énergie belge ELECTRAWINDS dont le siège est à Ostende.



ELECTRAWINDS est producteur d'électricité verte à l'aide d'éoliennes, de centrales biomasses et de parcs solaires. Entreprise de plus de 250 personnes, la société développe, construit et exploite ses projets et possède aujourd'hui en exploitation plus de 200 MW. Depuis les débuts en 1998, ELECTRAWINDS est passée d'une entreprise familiale à une entreprise de référence européenne présente dans plusieurs pays de l'Union Européenne et en Afrique. Douze ans après sa fondation, ELECTRAWINDS est le plus grand producteur privé d'énergie verte en Belgique.

3. Identités des filiales exploitation

Le projet du parc éolien du Plateau de Haution, composé de 10 éoliennes, est porté par deux sociétés d'exploitation, Le Haut Bosquet Energies et Les Royeux Energies. Chaque société d'exploitation porte 5 éoliennes dont la répartition est précisée aux chapitres 4 et 5 ci-après. Ces deux sociétés d'exploitation, nées d'un contrat de co-développement entre VALOREM et ELECTRAWINDS FRANCE ont chacune comme actionnaire à 50% la société VALOREM d'une part et à 50% la société ELECTRAWINDS FRANCE d'autre part.

Dans le cadre du contrat de co-développement du parc éolien du Plateau du Haution et après obtention des autorisations de construire et d'exploiter, l'actionnariat des sociétés Le Haut Bosquet Energies et Les Royeux Energies sera réparti entre VALOREM et ELECTRAWINDS FRANCE pour que chaque société mère soit actionnaire à 100 % de l'une des sociétés de projet.

Ainsi, en phase exploitation, une partie (50%) du parc éolien sera exploité par le groupe VALOREM et l'autre partie (50%) par le groupe ELECTRAWINDS, chacun disposant d'une filiale ou d'un service en charge de l'exploitation. Ces deux services / filiales sont présenté(e)s ci-dessous.

3.1 VALEMO, service exploitation de VALOREM

Dénomination sociale : VALEMO

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

Adresse du siège social : 213, Cours Victor Hugo, 33130 BEGLES

Date d'immatriculation : le 2 janvier 2006

N° SIRET : 487 803 777 00035

APE : 4321A - travaux d'installation électrique dans tous locaux

Capital social : 92 070,00 euros



Direction :

Président : Jean Yves GRANDIDIER

Directeur Général : Frédéric PREVOST

3.2 Service exploitation d'ELECTRAWINDS

ELECTRAWINDS dispose de son propre service exploitation au sein du groupe.

La société ELECTRAWINDS France n'emploie pas directement, à ce jour, de personnel dans le cadre de l'exploitation de ce parc. Néanmoins, la société fait partie du groupe ELECTRAWINDS dont le siège est à Ostende en Belgique et qui dispose d'une équipe en charge de l'exploitation des parcs éoliens.

Dénomination sociale : ELECTRAWINDS (service exploitation)

Forme juridique : NV, société de droit Belge

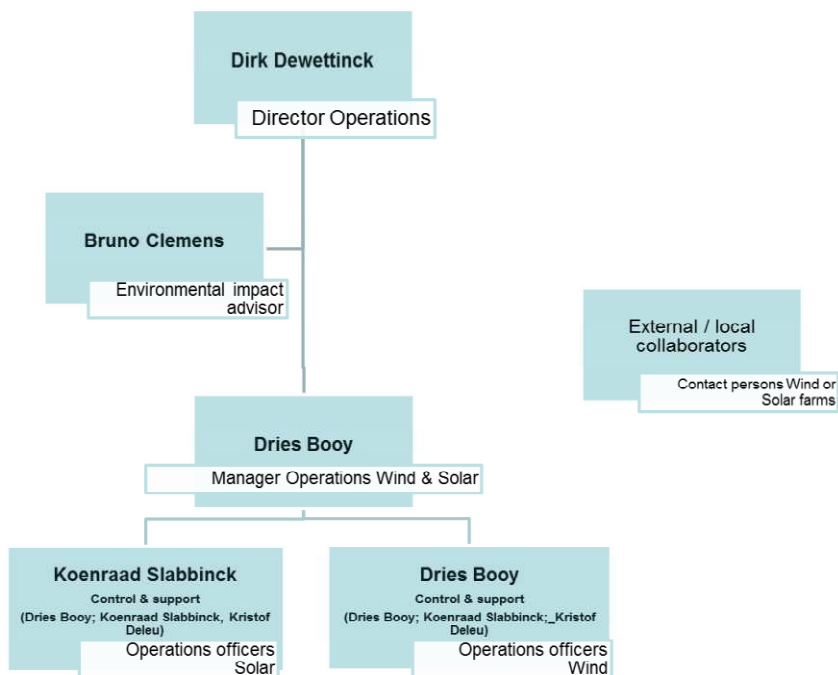
Adresse du service : John Cordierlaan 9 - 8400 Oostende, Belgique

Directeur du service exploitation : Dirk DEWENTINCK

Manager : Dries BOOY

Conseiller impact environnemental : Bruno CLEMENS

Opérateurs, contrôle et support : Koenraad SLABBINCK, Kristof DELEU et Dries BOOY



CB

4. Localisation de l'installation

Département : Aisne

Communes : Voulpaix, La Vallée au Blé et Haution

Intercommunalité : Communauté de Communes de la Thiérache du Centre

Lieux dits :

- Eolienne n° 5 (commune de Haution) : Le bois au court
- Eolienne n° 6 (commune de Haution) : La sente des huguenots
- Eolienne n° 7 (commune de Voulpaix) : Le chemin de Féronval
- Eolienne n° 8 (commune de Voulpaix) : La fosse aux veaux
- Eolienne n° 9 (commune de Voulpaix) : Le fond barlabé
- Poste de Livraison n° 2 : L'épine nicart



LE HAUT BOSQUET ENERGIES									
TABLEAU DE MAITRISE FONCIERE PAR INSTALLATION									
Eoliennes	Objet	Section	Parcelle	Commune	Propriétaires				
					Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville
Eolienne 5	Mat	ZN	28	Haution	SERENT	Denis	1 rue Marcel Serent	02140	VOULPAIX
	Surplomb	ZN	29	Haution	SERENT	Denis	1 rue Marcel Serent	02140	VOULPAIX
Eolienne 6	Mat	ZE	42	Haution	MAMBOURG	Yann	1 rue pierre braillon	02250	MARCY SOUS MARLE
Eolienne 7	Mat	ZC	17	Voulpaix	LAMBERT	Jacques	20 rue de Haution	02140	LA VALLEE AU BLE
					DEPERNET ép LAMBERT	Anne	20 rue de Haution	02140	LA VALLEE AU BLE
	Surplomb	ZE	3	Haution	LAMBERT	Jacques	20 rue de Haution	02140	LA VALLEE AU BLE
					DEPERNET ép LAMBERT	Anne	20 rue de Haution	02140	LA VALLEE AU BLE

Eolienne 8	Mat	ZC	8	Voulpaix	FREMICOURT ép CAGNIONCLE	Edith	40 rue Ernest Lepot	59400	CAMBRAI
Eolienne 9	Mat	ZC	2	Voulpaix	GUENARD	Jean- François	31 rue du sourd	02140	LEME
Poste de livraison 2	Fondation	ZD	33	La Vallée au Blé	BONHOMME	Roger	24 r Haution	02140	LA VALLEE AU BLE
					HULIN ép BONHOMME	Simone	24 r Haution	02140	LA VALLEE AU BLE
					BONHOMME ép PIERRA	Denise	10 rue la martinière	85190	VENANSULT

5. Nature et volumes des activités

Le projet de parc éolien du Plateau de Haution s'inscrit dans le cadre d'un site global comprenant 10 éoliennes et 2 postes de livraison. La maîtrise d'ouvrage du site est assurée par deux sociétés de projets distinctes, à savoir : la société Le Haut Bosquet Energies d'une part, et la société Les Royeux Energies d'autre part.

En conséquence, les installations sont réparties comme suit :

- Le Haut Bosquet Energies : Eoliennes n° 5, 6, 7, 8, 9 ainsi que le Poste de Livraison n°2,
- Les Royeux Energies : Eoliennes n° 1, 2, 3, 4 et 10 ainsi que le Poste de Livraison n°1.

La société Le Haut Bosquet Energies est pétitionnaire de la présente demande pour 5 éoliennes et 1 Poste de Livraison.

Capacité nominale de chaque éolienne : de l'ordre de 2,3 MW - Capacité totale du parc éolien : de l'ordre de 23 MW dont 11,5 MW pour Le Haut Bosquet Energies.

Hauteur hors tout de chaque éolienne : 179 m

La rubrique de la nomenclature des installations classées concernée est la suivante (selon les articles L.553-1 et R.511-9 du code de l'environnement) :

2980-1 - Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.

N°	A – Nomenclature des installations classées		
	Désignation de la rubrique	A, E, D, S, C (1)	Rayon (2)
2980	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent (ensemble des aérogénérateurs d'un site)		
	1. Comportant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	A	6
	2. Comportant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance totale installée		
	a) supérieure ou égale à 20 MW.....	A	6
	b) inférieure à 20 MW.....	D	

Le parc éolien du Plateau de Haution est soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.



6. Procédés de fabrication

Les aérogénérateurs produisent de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et ne mettent pas en œuvre de procédés de fabrication spécifique.

7. Capacités techniques et financières du groupe VALOREM

7.1 Groupe VALOREM

VALOREM est née d'une volonté affirmée de valoriser les ressources énergétiques renouvelables de tous les territoires comme alternative durable aux énergies fossiles. Pionnier de l'éolien en France, le groupe VALOREM a élargi ses compétences au photovoltaïque et au biogaz.

La société VALOREM et ses filiales forment un groupe intégré verticalement de près de 130 collaborateurs (Ingénieurs, paysagistes, géographes, acousticiens, environnementalistes...) qui maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur de l'éolien. VALOREM groupe a mis à profit ses savoir-faire en développement éolien, en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et en Construction de parcs éoliens en France et à l'International pour des Clients publics ou privés.



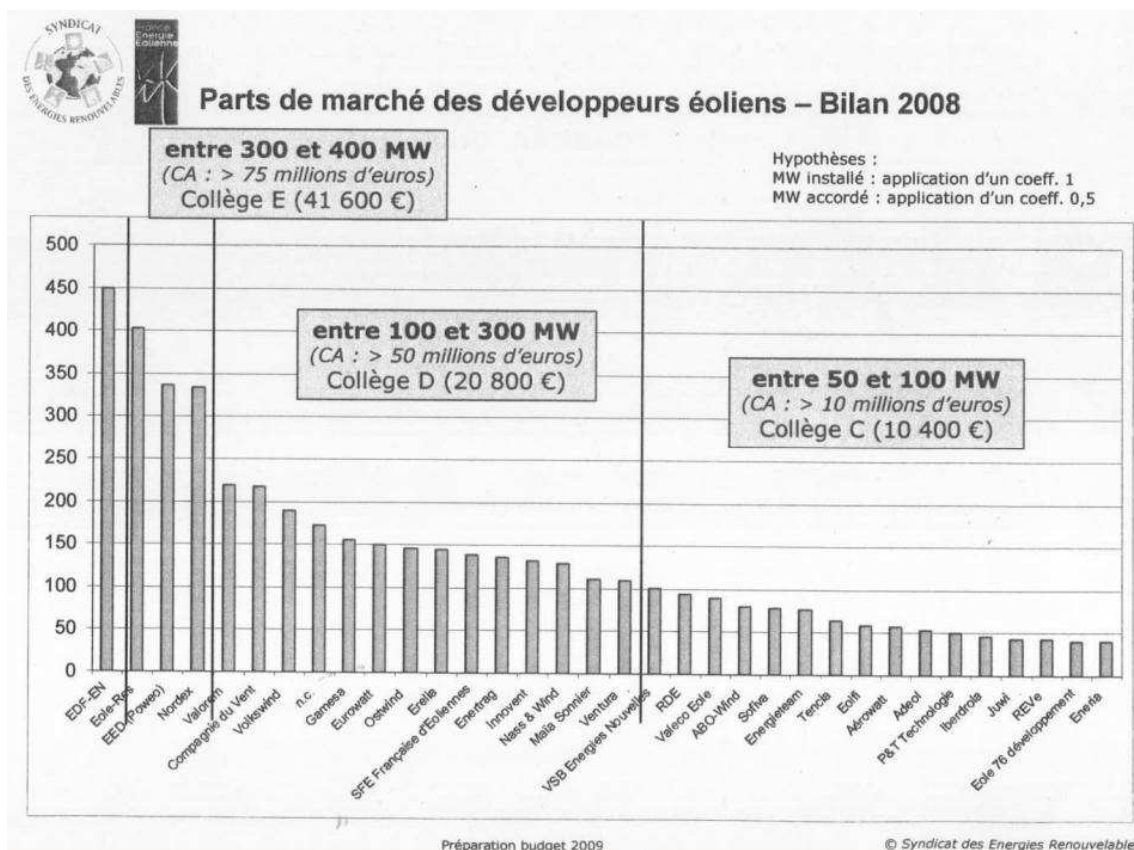
Les agences de VALOREM en France

Par ailleurs Jean-Yves GRANDIDIER, président de VALOREM, est co-fondateur et ancien président de France Energie Eolienne, branche éolienne du Syndicat des Energies Renouvelables et association regroupant la majorité des acteurs de l'éolien français.

CEB

VALOREM est classée 5^{ème} des développeurs français dans le domaine de l'éolien.

Place de VALOREM sur le marché (sources : SER FEE - 2008)



VALOREM, Service Développement France

VALOREM a développé ou a en cours de développement plus de 1 600 MW. Onze parcs éoliens totalisant 112,75 MW sont en fonctionnement. Plusieurs permis de construire ont été obtenus et seront construits prochainement (représentant 150 MW cumulés). Des projets représentant une puissance totale de 250 MW sont en cours d'instruction pour l'obtention du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter et 1 250 MW sont en cours de développement.

Par ailleurs, le développement de projets photovoltaïques (au sol et en toiture) et la méthanisation en France représente un portefeuille de plus de 1 000 MW en cours de développement à divers stades d'avancement. Attaché à l'acceptabilité des projets développés, VALOREM a une démarche territoriale en s'appuyant autour du siège (à Bègles) de 3 agences (Amiens, Carcassonne et Nantes) depuis lesquelles les Chargés de Projets travaillent au plus près des collectivités, populations et administrations.

CEB

VALOREM, Bureau d'Etudes :

Au sein de VALOREM, une structure est entièrement dédiée à l'assistance des corps de métiers qui pilotent le développement, la construction et l'exploitation d'un parc éolien : le bureau d'études. La mission première du bureau d'études est de mesurer le gisement éolien disponible à l'aide d'une équipe d'ingénieurs hydrauliciens et thermodynamiciens qui ont réalisé plus de 150 campagnes de mesures en Europe et qui a participé à la réalisation de 6 atlas éoliens régionaux en collaboration avec Météo-France (Aquitaine, Alsace, Limousin, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur e Guadeloupe). Les données de vent recueillies à l'aide de mâts de mesures pendant les études de faisabilité permettent de définir avec précision le gisement éolien notamment pour le choix de l'implantation retenue.

Afin d'assurer la qualité et la complétude du volet environnemental, le Bureau d'Etudes compte également sur la présence de chargés d'études environnement, de paysagistes DPLG et de dessinateurs-cartographes. Plus de 30 études d'impacts ont été supervisées et réalisées par VALOREM.

VALOREM s'assure également de la qualité des suivis environnementaux en phase exploitation (suivis de mortalité, de fréquentation, de réhabilitation de milieux). Actuellement, 10 parcs éoliens sont suivis par VALOREM avec la collaboration d'organismes locaux (CPIE, etc.), d'associations de défense de l'environnement (LPO, etc.) et de Bureaux d'Etudes spécialisés. Ceci afin d'assurer la cohérence et le respect de l'environnement des projets, notamment au vue des études réalisées en amont.

VALOREM, Service Industrialisation :

Le Service Industrialisation du groupe VALOREM coordonne et s'appuie sur les différentes ressources existantes au sein du Groupe VALOREM (bureaux d'études, achat, juridique, financier, communication...). Il a pour rôle de :

- fixer les grandes orientations techniques du projet notamment le type d'aérogénérateurs,
- dimensionner et choisir la structure électrique de la centrale,
- suivre le raccordement du projet auprès du Gestionnaire de Réseau,
- valider la rentabilité économique du projet,
- trouver et mettre en place le financement et les assurances,
- obtenir les dernières autorisations administratives,
- négocier, passer et suivre toutes les commandes,



- suivre la construction des infrastructures,
- réceptionner le parc éolien.

A ce jour, la réalisation de 15 parcs éoliens totalisant une puissance de 180 MW a été supervisée par le Service Industrialisation en collaboration avec VALREA (filiale construction). Les études de raccordement réalisées auprès des gestionnaires de réseaux (ERDF, Régies et RTE) représentent quelques 350 MW éoliens.

Le service travaille étroitement avec les fabricants de poste de livraison HTA et HTB. Il participe également au choix des options électriques proposées sur les aérogénérateurs pour respecter les prescriptions techniques des gestionnaires de réseau (Passage des défauts - Excursion en fréquence et tension).

VALOREM, Service Juridique :

La société VALOREM dispose en intégré d'un service juridique dont les compétences diversifiées viennent en support du développement, de la construction et de l'exploitation de parcs éoliens. La mission du service juridique se concentre essentiellement sur la sécurisation juridique des projets éoliens. Le service juridique est garant de la bonne application de la législation et s'attache pendant toute la phase de développement à accompagner le Responsable du projet. Il permet d'assurer la maîtrise foncière du site (rédaction des promesses de bail et baux emphytéotiques) et l'analyse de l'ensemble des documents d'urbanisme en vigueur sur le site retenu afin de respecter la comptabilité du projet et donc du permis de construire avec les règles en vigueur. Il assure également le suivi juridique des dossiers de demande de permis de construire et d'autorisation d'exploiter. Ainsi durant toute la phase de développement il est ressource du Service Développement, permettant en interne de pouvoir faire preuve d'une grande réactivité sur les projets.

La présence du service juridique au sein du groupe VALOREM permet d'optimiser l'encadrement des diverses procédures administratives. Celui-ci appuie notamment la phase de pré-construction du parc ainsi que la phase de financement. Enfin, il a en charge la rédaction des différents actes et contrats nécessaires au groupe.

VALOREM et ses filiales métiers :



Première filiale du groupe, OPTAREL a été créée en 2002. Celle-ci est spécialisée dans l'étude, le développement et la commercialisation de produits d'optimisation et

CB

d'amélioration des réseaux électriques. OPTAREL développe également des installations photovoltaïques intégrées en toiture sur des surfaces supérieures à 100m². Parallèlement, OPTAREL a pour objectif d'améliorer la qualité de l'électricité fournie aux abonnés situés dans des zones rurales ou isolées subissant des contraintes de tension de ligne.



Filiale de VALOREM créée en 2009, VALEOL S.A.S. articule son offre autour de deux activités :

- Elle assure des prestations de transport, montage, et commissioning au profit de développeurs ou de turbiniers avec par exemple l'installation d'un parc de 4 machines en Seine-Maritime (France).
- Elle conduit des programmes de R&D en partenariat avec des industriels de l'éolien, des études d'implantation industrielle ainsi que des actions de formation sur les thèmes de l'aérodynamique et du contrôle-commande.

VALEOL est également moteur au sein du cluster éolien aquitain créé en Décembre 2010. Il a pour ambition de créer les conditions de l'émergence d'une filière industrielle éolienne en Aquitaine.



VALREA SAS, créée en 2007, est spécialisée dans la construction de parcs éoliens sur tout le territoire français et bénéficie d'une solide expérience pour le compte de différents clients nationaux et internationaux.

VALREA propose différents types de prestations :

- Assistance Maîtrise d'Ouvrage (AMO),
- Maîtrise d'œuvre (MOE),
- Ingénierie de projet,
- Assistance technique
- Missions spécifiques liées au raccordement électrique et la planification de projet de construction



VALREA est aujourd'hui reconnue comme la référence pour les missions AMO et MOE dans le cadre de la construction des parcs éoliens en France. Elle a effectué ses prestations pour la construction de plus de 380 MW d'éolien depuis sa création.

VALREA continue son développement en Afrique et assure actuellement une mission d'assistance technique en Mauritanie.



VALEMO est spécialisée dans l'exploitation et la maintenance des installations de production d'énergie verte. En 2011, l'activité de VALEMO correspond à 300 MW de parcs exploités pour des clients extérieurs du groupe (éoliens et photovoltaïques) et à 112 MW de parcs éoliens exploités appartenant au groupe VALOREM.

La structure est composée de 18 personnes réparties comme suit :

- des chargés d'exploitation,
- des supports techniques régionaux (en charge des interventions sur site ponctuelles et de maintenance),
- des ingénieurs supports pour les outils d'exploitation S2EV et de conduite SCEV,
- des administratifs.

Depuis plusieurs années VALEMO a développé des compétences reconnues dans le suivi d'exploitation et dans l'expertise technique et contractuelle sur l'offre des principaux fournisseurs d'aérogénérateurs. Cette expertise développée au cours des 4 dernières années permet à VALEMO de maîtriser les coûts d'exploitation des centrales éoliennes et de pouvoir proposer un service global aux exploitants d'exploitation/maintenance de leurs centrales.

Spécialisée dans l'exploitation et la maintenance des parcs EnR, VALEMO a deux métiers principaux :

- Le Suivi d'Exploitation des parcs ENR (éolien, photovoltaïque) dont les missions consistent à optimiser la productivité des parcs dans des conditions optimales de sécurité et de respect des contraintes réglementaires. Cela passe par un système d'astreinte 7j/7 afin d'assurer la conduite des installations et par l'utilisation intensive de l'outil développé en interne : S2EV (solution pour l'exploitation des énergies vertes). Il s'agit d'un outil intégré de rapatriement automatique, de traitement et d'analyse des données des installations de production et des postes de livraison.



• La Maintenance des centrales ENR (éolien, photovoltaïque) est le métier complémentaire du suivi d'exploitation puisqu'il consiste à maintenir les équipements dans un état de fonctionnement optimal et à réaliser les réparations dans des délais les plus courts possibles. L'objectif est de minimiser les temps d'arrêts.

Afin de mener à bien ses missions, les salariés de VALEMO sont répartis dans différentes branches d'intervention.

La partie exploitation compte un responsable d'équipe chargé d'exploitation et des chargés d'exploitation basés au siège social de l'entreprise.

Les missions assurées par l'équipe exploitation :

- Référence technique (choix machines, options) ;
- Référence hygiène et sécurité ;
- Mise en place d'outils en vue de la certification ;
- Référence turbines ;
- Référent des systèmes mis en place pour le téléchargement des données éoliennes et le logiciel de télé relève pour les données compteurs ;
- Surveillance du bon fonctionnement de S2EV ;
- Rédaction des dossiers techniques spécifiques (énergie éolienne, télécommunications, manuel utilisation S2EV ;
- Travaux sur la mise en place de la maintenance ;
- Analyse des données ;
- Développement d'outils pour la conduite des installations ;
- Gestion du matériel.

La partie maintenance comprend des chargés de maintenance basés au siège de l'entreprise et à Blangy (76).

Les missions assurées par l'équipe maintenance :

- Assistance technique ;
- Inspections turbines ;
- Mesure réseau ;
- Automate de télégestion poste de livraison et photovoltaïque ;
- Interventions techniques et visites d'inspection ;
- Analyse des pannes ;
- Maintenance curative et préventive des parcs éoliens ;



- Compte rendu des interventions ;
- Suivi du stock des pièces de rechange.

L'exploitation et la maintenance sont aussi assurées par des supports techniques basés stratégiquement sur le territoire.

L'équipe VALEMO se compose également d'ingénieurs projet afin d'analyser les éventuelles pannes des turbines. La mission de l'ingénieur de projet intègre également la réalisation du cahier des charges programmation S2EV.

L'ensemble de l'équipe est sous la responsabilité du Directeur Général de la structure et dispose d'une assistance administrative assurant la facturation et le bon déroulement du fonctionnement et de l'organisation de l'ensemble de la structure.

Présentation de l'actionnariat de VALOREM

Associés personnes morales : 25,228 %	Dénomination	Détention en %
	Cap Energie	21,69
	Avenir Entreprise	1,25
	Activent	0,291
	Les Vents Portants	0,058
	SARL CSG	0,266
Associés personnes physiques majoritaires : 61,734 %		
Associés personnes physiques minoritaires : 13,038 %		

Porte feuille de projets éoliens du groupe VALOREM

	Projets éoliens en développement ¹	Projets éoliens développés ²	Parcs éoliens en exploitation ³
Nombre de MW	250 MW	150 MW	112,75 MW

Il est à noter que 1 250 MW supplémentaires de projets éoliens sont en cours de développement pour lesquels les dossiers de demande d'autorisations administratives ne sont pas encore déposés.

¹ Permis de construire et autorisations d'exploiter en cours d'obtention

² Permis de construire obtenus

³ 112,75 MW dont 90,75 MW exploités en partenariat et 22 MW en propre.

7.2 Groupe ELECTRAWINDS

Capacités techniques

ELECTRAWINDS maîtrise tout l'éventail d'activités de la production d'électricité verte : le développement, l'ingénierie, le financement, la construction et l'exploitation. De ce fait, ELECTRAWINDS a un avantage concurrentiel certain, mais devient aussi une organisation complexe regroupant une grande variété de fonctions et de compétences.

Au sein de l'organisation d'ELECTRAWINDS, chaque nouveau projet suit un trajet fixe du Développement (Business Development) en passant par la Construction pour aboutir enfin à l'Exploitation. Ces trois divisions principales sont soutenues par un ensemble de services supports tels que la Finance, les Services Généraux, les Ressources Humaines, le service Juridique, le service Marketing&Communication et le département Informatique.

Services	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010
Développement	35	48	70
Ingénierie/construction	13	20	21
Exploitation	58	71	105
Finance	10	11	12
Services Généraux	6	16	12
Ressources humaines	8	7	9
Juridique	6	6	4
Communication	1	2	10
Service informatique	2	2	3
Total	139	183	246

Répartition du nombre d'employés dans les différents services

ELECTRAWINDS compte à ce jour plus de 250 employés et exploite plus de 200 MW électrique, tant éolien que biomasse ou solaire.



Le tableau et la carte ci-après indiquent, au 31 décembre 2011, la puissance des projets en exploitation, en construction et en développement dans chacun des pays où ELECTRAWINDS est présent.

Projets en service	213,3 MWnet
Projets en cours de construction	27,7 MW
Projets en cours de développement et autorisés	316,8 MW
Projets en cours de développement et dont les demandes d'autorisations ont été effectuées	914,4 MW
Projets à l'étude	1694,8 MW

Volumes des activités d'ELECTRAWINDS

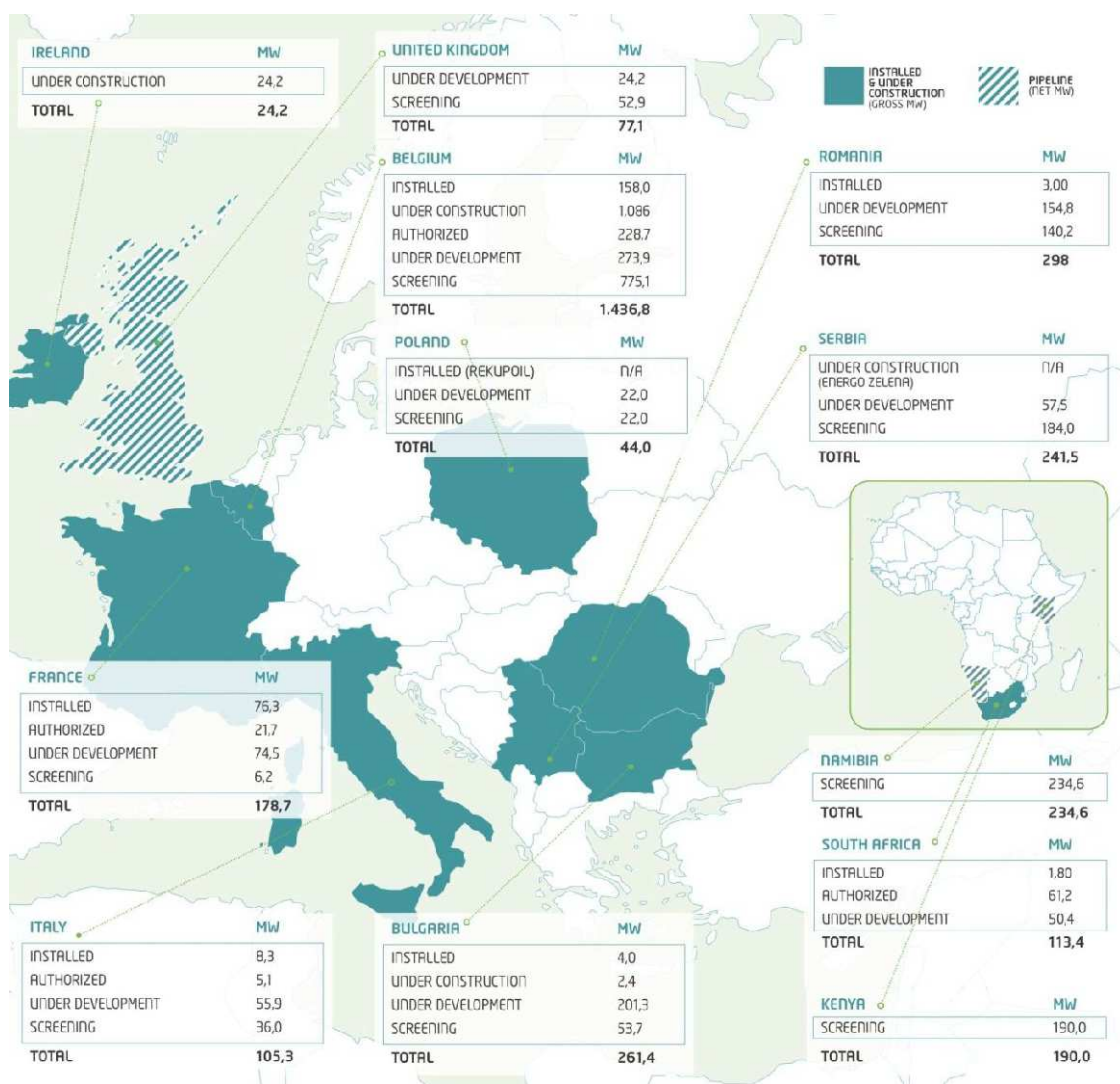
Entre 2010 et 2012, les mégawatts opérationnels sont passés de 123,8 MW à 213,3 MW, soit une croissance de près de 70%. Cette forte croissance peut être attribuée à une série de nouveaux parcs éoliens en Belgique, en Roumanie, en Afrique du Sud, mais surtout en France. En novembre 2010, la quatrième centrale à biomasse du groupe (Greenpower Ostende) a également été inaugurée.

A ce jour, la présence d'ELECTRAWINDS est la plus forte sur le marché belge, mais l'expansion internationale se poursuit année après année. Fin 2011, 37% de la puissance installée concerne des projets en-dehors de la Belgique. En 2009 ce pourcentage ne s'élevait qu'à 23%. Dans les années à venir, cette tendance se poursuivra à un rythme accéléré.

Technologie	Pays	Puissance en MW
Biomasse	Belgique	59,4
Solaire	Belgique	5,9
	Italie	0,3
Eolien terrestre	Belgique	59,4
	Italie	8
	France	71,5
	Roumanie	3
	Bulgarie	4
	Afrique du Sud	1,8
Total projets en exploitation		213,3

Projets en service dans les différents pays





Carte des volumes des activités d'ELECTRAWINDS

De toutes les divisions (éolienne, biomasse, solaire) au sein du groupe Electrawinds, la division éolienne a connu la plus forte croissance en 2010. En l'espace d'un an, la puissance installée a augmenté de plus du double, passant de 69,1 MW à 140,8 MW. Cette forte croissance est principalement due au démarrage de six nouveaux parcs éoliens en France. Electrawinds a également construit les premières éoliennes en Roumanie et en Afrique du Sud.

L'année 2011 a été clôturée avec 24 parcs éoliens opérationnels dont - à quelques exceptions près - Electrawinds est propriétaire à 100% ou actionnaire majoritaire. Les parcs éoliens opérationnels sont suivis de près depuis le centre d'exploitation à Ostende.

CEB

Nom du parc	Département	Puissance du parc (MW)	Participation d'Electrawinds	Puissance exploitée par Electrawinds (MW)
Plélan le Grand	35	12	65 %	7,8
La Tourelle	34	2,3	100 %	2,3
Lanrivain	22	8	100 %	8
Beau Soleil	56	10	100 %	10
Croix des Trois Chesnots	56	8	93 %	7,4
Penquer I	22	12	100 %	12
Penquer II	22	4	40 %	4
Pigeon Blanc	56	12	70 %	12
Landier du Rohallet	56	8	100 %	8
Total		76,3		71,5

Parcs éoliens en service en France au 30/06/2011

CB

Capacités financières

Le tableau ci-dessous présente les principaux chiffres du bilan d'Electrawinds France en 2010 et au premier semestre 2011.

	31/12/2010 (en Millions €)	30/06/2011 (en Millions €)
Revenus		
Chiffre d'affaires	4,6	3,2
EBITDA (Excédent brut d'exploitation)	1,9	2,1
Résultat net	0,3	0,8
Cash-flow des opérations	1	4,3
Capital		
Actif total	42,8	38,6
Capital et capital partiel	1	1
Dette nette	41,4	37,2
Dépenses d'investissement	4,3	3,6

Bilan d'ELECTRAWINDS France SAS

Le tableau suivant indique les données de revenus et de capital pour le groupe ELECTRAWINDS, au 31 décembre 2010 et au premier semestre 2011.

	31/12/2010 (en Millions €)	30/06/2011 (en Millions €)
Revenus		
Chiffre d'affaires	110,4	58,3
<i>Vente</i>	<i>89,5</i>	<i>55,9</i>
<i>Autres produits d'exploitation</i>	<i>21</i>	<i>2,5</i>
EBITDA (Excédent brut d'exploitation)	42,7	16,1
Résultat net	3,7	-12,5
Capital		

CEB

Actif total	498,7	465,1
Capital et capital partiel	63,7	60,5
Dette nette	257,2	248,5
Dépenses d'investissement	95,3	13,2

Bilan du groupe ELECTRAWINDS

En décembre 2010, Demeter Partners est entré au capital d'ELECTRAWINDS. Via le fonds Demeter2, une recapitalisation de 15 millions d'euros a pu être réalisée. ELECTRAWINDS se trouve de ce fait renforcée dans le développement de nouveaux projets sur le marché international de l'énergie.

Pour Demeter, l'entrée au capital d'ELECTRAWINDS s'inscrit pleinement dans sa stratégie d'investir dans des entreprises de croissance innovantes actives dans l'industrie et l'économie écologiques. ELECTRAWINDS est la première entreprise belge dans laquelle Demeter investit.



7.3 Financement du projet du Plateau de Haution

Compte d'exploitation projet Eolien du plateau de Haution LE HAUT BOSQUET ENERGIES

Caractéristiques du parc éolien

	Nb éoliennes	Puissance installée	Productible P50	Montant immobilisé	Montant immobilisé
Unité	unités	en MW	en heures éq.	en x EUR/MW	en k EUR
Parc	5	11,50	2 600	1 974	22 701

Tarif indexé année MS (€/MWh)	84,71
Coefficient L	1,50%
Taux	5,00%
Durée p/B	15
% de fonds propres	33%

Compte d'Exploitation

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Production annuelle (MWh)	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900	29 900
Chiffre d'Affaire	2 533	2 571	2 609	2 649	2 688	2 729	2 770	2 811	2 853	2 895	2 940	2 984	3 028	3 074	3 120	3 166	3 213	3 261	3 309	3 357
OPEX hors contrat de Maintenance et mesures	204	209	215	220	225	231	237	243	249	255	262	268	275	282	289	296	303	311	319	327
Contrat de Maintenance (data turbine)	150,0	152,8	155,2	157,1	159,4	161,9	164,5	167,2	169,9	172,7	175,5	178,4	181,3	184,3	187,3	190,3	193,3	196,3	199,3	202,3
Provisions Grosses Réparation	0	0	0	0	0	81	86	92	99	106	113	121	130	139	148	159	170	182	194	208
Mesures Suivi Environnemental	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges d'Exploitation	354	372	379	387	397	407	417	427	437	447	457	467	477	487	497	507	517	527	537	547
OPEX / TurnOver	14%	14%	21%	21%	21%	24%	24%	25%	25%	25%	26%	26%	27%	27%	27%	28%	28%	29%	29%	29%
Valeur Ajoutée	2 169	2 198	2 070	2 106	2 132	2 077	2 068	2 119	2 140	2 151	2 181	2 201	2 221	2 240	2 259	3 324	3 358	3 392	3 425	3 448
Taxes Diverses	-149	-149	-150	-150	-151	-151	-151	-151	-152	-152	-153	-153	-153	-154	-154	-164	-165	-165	-166	-168
EBE	2 020	2 049	1 920	1 956	1 981	1 927	1 917	1 968	1 988	1 999	2 028	2 048	2 067	2 086	2 105	3 160	3 193	3 226	3 259	3 280
Dot. amortiste immobilisations	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	1 513	0	0	0	0	0
Intérêts des Emprunts	955	920	875	824	772	718	661	601	538	472	402	330	253	173	69	0	0	0	0	0
Résultat Avant Impôts	(458)	(384)	(466)	(362)	(304)	(304)	(227)	(146)	(63)	14	112	205	301	400	503	3 160	3 193	3 226	3 259	3 280
Différentiel reporté	(458)	(384)	(1 308)	(1 600)	(1 994)	(2 299)	(2 525)	(2 672)	(2 735)	(2 721)	(2 600)	(2 404)	(2 103)	(1 703)	(1 200)	0	0	0	0	0
Impôt des sociétés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	647	1 054	1 065	1 075	1 083
Résultat de l'exercice	(458)	(384)	(466)	(362)	(304)	(304)	(227)	(146)	(63)	14	112	205	301	400	503	2 513	2 140	2 162	2 184	2 198
Cash Flow	1 055	1 129	1 047	1 132	1 209	1 209	1 267	1 367	1 450	1 527	1 626	1 718	1 814	1 913	2 016	2 513	2 140	2 162	2 184	2 198

Tableau de Financement

Ressources	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Cash flow	1 055	1 129	1 047	1 132	1 209	1 209	1 267	1 367	1 450	1 527	1 626	1 718	1 814	1 913	2 016	2 513	2 140	2 162	2 184	2 198
Capital	3 405																			
Dettes	19 296																			
Total Ressources	22 701	1 055	1 129	1 047	1 132	1 209	1 209	1 267	1 367	1 450	1 527	1 626	1 718	1 814	1 913	2 016	2 513	2 140	2 162	2 198
Emplois																				
CAPEX	22 701																			
Garantie financière pour démantèlement	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	-	-	-	-	-
Remboursement du capital	884	839	900	1 005	1 087	1 141	1 196	1 258	1 321	1 387	1 457	1 529	1 603	1 680	1 771	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Total Emplois	22 701	911	956	1 003	1 052	1 104	1 158	1 215	1 273	1 339	1 404	1 473	1 546	1 623	1 703	1 767	0	0	0	0
Variation de trésorerie	0	145	173	45	60	105	51	72	82	113	123	153	172	192	211	229	2 513	2 140	2 162	2 184

PCFs 13 035

Bilan		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Actifs																					
Actifs (capex)	22 701	21 166	19 675	18 181	16 548	15 154	13 621	12 107	10 594	9 081	7 557	6 054	4 540	3 027	1 513	0	0	0	0	0	0
Garantie financière pour démantèlement	-	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Trésorerie	0	145	516	513	443	548	659	771	884	996	1 109	1 222	1 335	1 448	1 561	1 674	1 787	1 900	2 013	2 126	2 239
Total	22 701	21 349	20 026	18 574	17 157	15 766	14 320	12 895	11 481	10 106	8 733	7 389	6 064	4 758	3 473	2 205	4 719	6 850	8 020	9 204	10 402
Passif																					
Capital	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405	3 405
Reserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	-	456	364	425	392	460	504	527	542	562	571	584	597	609	621	633	645	657	669	681	693
Dettes	3 405	2 947	2 963	2 097	1 715	1 411	1 106	880	733	670	684	797	1 002	1 302	1 702	2 205	4 719	6 858	8 020	9 204	10 402
Total	22 701	21 349	20 026	18 574	17 157	15 766	14 320	12 895	11 481	10 106	8 733	7 389	6 064	4 759	3 473	2 205	4 719	6 858	8 020	9 204	10 402

CEB

8. Remise en état du site

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les éoliennes relèvent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La même loi prévoit que la mise en service des éoliennes soumises à autorisation est subordonnée à la constitution, par l'exploitant, de garanties financières. Le démantèlement et la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à son exploitation, sont également de sa responsabilité (ou de celle de la société mère en cas de défaillance).

Le décret n°2011-985 du 23 août 2011 pris pour application de l'article L.553-3 du Code de l'Environnement ainsi que l'arrêté n° DEVP1120019A du 26 août 2011 ont pour objet de définir les conditions de constitution et de mobilisation de ces garanties financières, et de préciser les modalités de cessation d'activité d'un site regroupant des éoliennes.

Dans le cadre du parc éolien du Plateau de Haution, conformément à la réglementation en vigueur, le montant de ces garanties financières s'élève à 50 000 € par machine. Les modalités d'actualisation de ce montant seront fixées par l'arrêté d'autorisation du parc éolien. La mise en œuvre de ces garanties financières donnera lieu à un cautionnement bancaire consentie au pétitionnaire de la présente demande.

Conformément à l'article R516-2 III du code de l'environnement, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document sera établi conformément au modèle transmis par le Syndicat des Energies Renouvelables (SER FEE) transmis en annexe 2 de la présente demande.

Par ailleurs, conformément à l'article R 512-6 du code de l'environnement, le maire des communes ainsi que les propriétaires concernés par l'implantation des éoliennes de la société Le Haut Bosquet Energies ont donné leur avis sur la remise en état du site à la fin de l'exploitation du parc éolien. Ces avis figurent en annexe 3 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ci-joint.

9. Volet cartographique de la demande d'autorisation d'exploiter

Conformément à l'article R 512-6 3° du code de l'environnement, à chaque exemplaire de la demande d'autorisation doit être joint notamment un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200ème au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que,

Cef3

jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants.

Toutefois, une échelle réduite peut, à la requête du demandeur, être admise par l'administration.

Par conséquent, en raison de l'étendue du parc éolien concerné par la présente demande, le pétitionnaire sollicite l'administration afin de présenter un plan d'ensemble à l'échelle 1/500ème au lieu de l'échelle réglementaire de 1/200ème.

Fait à Bègles, le 22/06/12

Le Gérant de la SAS Le Haut Bosquet Energies,

Jean Yves GRANDIDIER



213, cours Victor Hugo F-33130 BÈGLES CEDEX

Tél +33 (0)5 56 49 42 65 / Fax +33 (0)5 56 49 24 56 / contact@valorem-energie.com

Le Haut Bosquet Energies au capital de 1 000 Euros - RCS Bordeaux 503 297 210 503 - APE 3511Z

Délégation de signature

ENTRE:

Monsieur Gérald BRUN, domicilié à Villegouge, né à Libourne le 21/06/1969, numéro de carte d'identité 041033500296, agissant en tant que Directeur Opérationnel de Valorem.

Ci-après dénommés le mandataire

d'une part,

ET

Monsieur Jean-Yves GRANDIDIER, domicilié 34, Rue des Capucines à Gradignan (33170), né à Nancy le 18 Juin 1957 numéro de passeport 04FF22077, agissant en tant que Président de Valorem et dûment habilité en vertu de l'accord de développement signé en date du 26/07/2011.

Ci-après dénommé le mandant

d'autre part,

IL A ÉTÉ ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Le mandant, agissant en qualité de Président de la société VALOREM SAS, elle-même Présidente de la Société LE HAUT BOSQUET ENERGIES et ayant tous pouvoirs à l'effet de la présente, ainsi qu'il résulte des statuts en date du 29/02/12, donne pouvoir au mandataire de signer et déposer à son nom et pour son compte les demandes de Permis de Construire et la demande d'Autorisation d'Exploiter au titre des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) pour le parc éolien de Voulpaix.

Ce mandat est valable sans qu'une ratification supplémentaire soit requise

Fait et signé en deux exemplaires originaux dont l'un a été remis au mandant qui le reconnaît et l'autre conservé par le mandataire.


A Bègles, le ...

26/06/2012

Jean-Yves GRANDIDIER

Faire précéder la signature de la mention :

« Lu et approuvé – bon pour mandat »

Lu et approuvé - bon pour mandat


Gérald BRUN

Faire précéder la signature de la mention :

« Lu et approuvé – bon pour mandat »

« Lu et approuvé - bon pour mandat »


Annexes

Liste des annexes de la lettre de demande :

Annexe 1 : Extrait K-bis de la société de projet de moins de 3 mois

Annexe 2 : Modèle de garanties financières

Annexe 3 : Avis des propriétaires et des Conseils Municipaux

Annexe 4 : Délibération des Conseils Municipaux

Annexe 5 : Accord écrit des opérateurs radars

Annexe 6 : Titres d'habilitation à construire



Annexe 1

Extrait K bis de la société de projet



Extrait Kbis

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Extrait au 02 Mai 2012

IDENTIFICATION

<i>Dénomination sociale :</i>	LE HAUT BOSQUET ENERGIES
<i>Numéro d'identification :</i>	751 091 075 R C S BORDEAUX
<i>Numéro de gestion :</i>	2012 B 01664
<i>Date d'immatriculation :</i>	02 Mai 2012

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE

<i>Forme juridique :</i>	Société par actions simplifiée
<i>Au capital de :</i>	1 000,00 Euros
<i>Adresse du siège :</i>	213 Cours Victor Hugo 33 10 Begles
<i>Durée de la société :</i>	Jusqu'au 02 MA 2111
<i>Date d'arrêté des comptes :</i>	31 Décembre Clôture du 1er exercice le 31 Décembre 2012
<i>Constitution - Dépôt de l'acte constitutif :</i>	Au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX le 02 Mai 2012 sous le numéro 7227
<i>Publication :</i>	Le Courrier Français du 23 Mars 2012

ADMINISTRATION

<i>Président</i>	VALOREM (395 388 739 R.C.S. BORDEAUX) 213 Cours Victor Hugo 33130 Begles <i>Forme juridique</i> Société par actions simplifiée <i>représentée par</i> Monsieur GRANDIDIER JEAN-YVES, MICHEL né(e) le 18/06/1957 à NANCY 54000 de nationalité Française
<i>Commissaire aux comptes titulaire</i>	Monsieur HOURCADE Jacques demeurant 54 Rue Du Maréchal Joffre 33200 Bordeaux
<i>Commissaire aux comptes suppléant</i>	Monsieur GAUDIN Jean-Michel demeurant 35 Rue Jean Descas 33032 Bordeaux Cedex

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE COMMERCIALE

<i>Origine du fonds ou de l'activité :</i>	Création d'un fonds de commerce
<i>Activité :</i>	Développement commercialisation financement et réalisation clé en mains de matériel de production d'énergie ainsi que l'exploitation des dits parcs
<i>Adresse de l'établissement principal :</i>	213 Cours Victor Hugo 33130 Begles
<i>Commencement d'activité le :</i>	29 Février 2012
<i>Mode d'exploitation :</i>	Exploitation directe

Extrait Kbis

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Extrait au 02 Mai 2012

Extrait de l'acte de BORDEAUX, le 02 2012 2 page(s)

Le Greffier,



[Signature]

Fin de l'extrait



Annexe 2

Modèle de garanties financières



**GARANTIE FINANCIERE pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie
mécanique du vent**

Vu le code de l'environnement, le Décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pris pour application de l'article L. 553-3,

Vu l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pris en application des articles R. 553-2 et R. 553-5 du code de l'environnement,

(pour les installations qui disposent d'un arrêté préfectoral) Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du [date de l'arrêté préfectoral] autorisant la société [dénomination] à exploiter l'installation [désignation de l'exploitation concernée] et fixant le montant des garanties financières.

La société [dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit / de l'entreprise d'assurance / de la société de caution mutuelle], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de sous le numéro....., représentée par....., dûment habilité en vertu de [pouvoir ou habilitation avec mention de sa date] (ci-après dénommée la « **Caution** »),

après avoir rappelé qu'il a été porté à sa connaissance que [désignation complète du Cautionné : dénomination, forme, capital, siège social, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés] (ci-après dénommé le « **Cautionné** »), titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du [date de l'arrêté préfectoral] du préfet du [indiquer le département] d'exploiter [désignation de l'exploitation concernée] a demandé à la Caution de lui fournir son cautionnement solidaire,

déclare expressément par les présentes, en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement, des articles R. 553-1 et suivants du code de l'environnement et des articles 3 et suivants de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pris en application des articles R. 553-2 et R. 553-5 du code de l'environnement,

se rendre et se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, conformément aux articles 2288 et suivants du code civil, des obligations de paiement du Cautionné mentionnées à l'article 1 ci-dessous au profit du préfet susvisé dans les termes et sous les conditions ci-après :

Article 1 - Objet de la garantie

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 ci-dessous en vue de garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du Cautionné, des dépenses liées aux opérations prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement, et par l'arrêté du 26 août 2011.

Les conditions techniques de remise en état sont définies à l'article 1 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de

CEB

production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pris en application des articles R. 553-2 et R. 553-5 du code de l'environnement.

Article 2 - Montant

Le montant maximum du cautionnement est deeuros.

Ce montant ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Article 3 - Durée

3.1 Durée

Le présent cautionnement prend effet à compter du [*indiquer la date d'effet du cautionnement*].

Il expire le [*indiquer la date d'expiration du cautionnement*], 18 heures, ou toute autre date antérieure dans l'hypothèse où le Cautionné présente à la Caution au moins quinze jours avant son expiration un acte de cautionnement de substitution dans des termes similaires au présent acte de cautionnement. Passé cette date, il ne pourra plus y être fait appel.

3.2 Caducité

Le non-règlement par le cautionné des frais liés au cautionnement ne constitue pas un motif de caducité du présent contrat. Même en cas de non règlement des frais liés au cautionnement par le cautionné, la caution sera tenue de fournir le cautionnement solidaire jusqu'au paiement intégral et définitif des dépenses susmentionnées ou jusqu'à expiration du présent contrat.

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la Caution ne sera libérée de toute obligation qu'après :

- autorisation du changement d'exploitant par le préfet,
- ou transmission par le préfet du procès verbal mentionné au R. 553-8 du code de l'environnement constatant l'exécution des mesures prévues à l'article R. 553-6 du même code.

Article 4 - Mise en œuvre du cautionnement

En cas de non-exécution par le Cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en œuvre par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit après la mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au Cautionné ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire,

- soit en cas de disparition du Cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en œuvre le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

Article 5 - Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence du Tribunal de Commerce de

Fait à ... , le jj/mm/aa

CB

Annexe 3

Avis des propriétaires et des Conseils Municipaux



**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, nous soussigné (s),

Nom et Prénom : **LAMBERT Jacques**.....

Né le : 19/09/1957..... à LA VALLEE AU BLE.....

Nom et Prénom : **DEPERNET Anne épouse LAMBERT**.....

Né le : 25/03/1960..... à HIRSON.....

Adresse : 20 rue de Haution 02140 LA VALLEE AU BLE

Propriétaires de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZC	17	VOULPAIX
ZE	3	HAUTION

Transmettons notre avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

- ☐ Nous souhaitons le décaissement sur une profondeur de ⁸⁰~~40~~ centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation

- ☒ Des aires de grutage
☐ Des chemins d'accès

- ☐ Nous souhaitons conserver le maintien en état

- ☐ Des aires de grutage
☒ Des chemins d'accès

Observations des propriétaires :

.....
.....

Fait à : La Vallée au Ble Le : 8 juin 2012

Signatures



Cef3

DEPARTEMENT DE L' AISNE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrondissement et Canton
de Vervins



Tél. : 23 98 17 02

La Vallée-au-Blé, le12 avril 2012.....

VALOREM

A l'attention de Monsieur DAVID Nicolas

29 Rue des Trois Cailloux

80000 AMIENS



Monsieur,

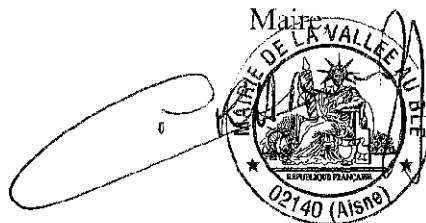
Veillez trouver ci-joint,

- la délibération de la signature par le Maire de l'avis relatif à la remise en état du parc éolien du plateau d'Haution
- l'avis relatif au démantèlement et à la remise en état du site éolien du plateau d'Haution

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

D. RABOUILLE,

Maire



MAIRIE DE
La Vallée au Blé
02140 La Vallée au Blé

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU 03 Mars 2012

NOMBRE DE MEMBRES		
Affiliés au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	11

L'an deux mille douze

Et le 03 Mars

à 10 Heures

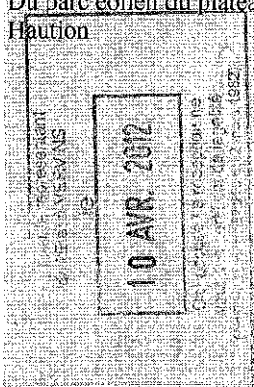
Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi habituel de ses séances, sous la présidence de Mr RABOUILLE Dominique, Maire de La Vallée Au Blé,

Date de la convocation
24/02/2012

Date d'affichage
24/02/2012

Objet de la délibération

Signature par le Maire de
L'avis relatif à la remise en état
Du parc éolien du plateau de
Haution



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le

Et publication ou notification
Du

Etaient présents : Mmes RICHET Eliane, MOINEUSE Colette, PLANCOT Annie, Mrs CAMUS Claude, CAMUS Gérard, FONDRAIS Rémi, PIETTE Pascal, DUMONT Olivier, BONHOMME Philippe, DUSSAUSOIS Hubert, RABOUILLE Dominique.

Absent excusé :

Secrétaire de séance : Mme RICHET Eliane.

Vu le projet éolien du plateau de Haution en développement sur le territoire des communes de La Vallée au Blé, Haution, Voulpaix et Laigny au sein du département de l'Aisne.

Vu les délibérations des communes de La Vallée au Blé en date du 27/11/10, de la commune de Voulpaix, en date du 26/10/10, de la commune de Laigny, en date du 12/11/10, de la commune de Haution, en date du 06/11/10, favorables aux demandes de permis de construire du parc éolien du plateau de Haution.

Vu la loi n°788-2010 en date du 10 juillet 2010 selon laquelle les éoliennes sont désormais classées Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et ses décrets et arrêtés d'application,

Vu l'article L553-3 du code de l'environnement selon lequel tous les exploitants de parcs éoliens sont tenus d'assurer le démantèlement et la remise en état des parcs à la fin de la période d'exploitation,

Vu l'article R 512-6 7° du code de l'environnement selon lequel le dossier de demande d'autorisation ICPE doit contenir l'avis du Maire relatif aux modalités de démantèlement du parc éolien,

Afin de procéder à la signature de l'avis précité, il est nécessaire que le Maire soit autorisé par le Conseil Municipal à signer ledit avis concernant la remise en état du site éolien du plateau de Haution.

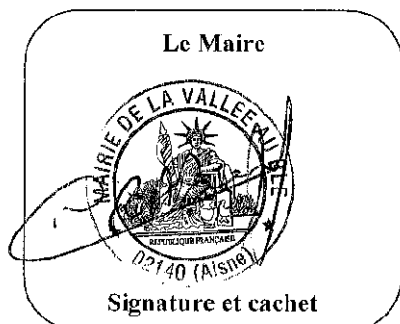
Cet avis portera sur les préconisations du maire concernant la conservation ou non des plateformes du site éolien ainsi que des chemins d'accès sur l'ensemble des parcelles concernées par le projet sur le territoire communal,

Tout ceci étant exposé, le Maire invite donc le Conseil Municipal à délibérer :

AUTORISE, le Maire à signer l'avis relatif à la remise en état du parc éolien du plateau de Haution.

Fait et délibéré en séance jour, mois et an que dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire



CB

**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN DU
PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou toute autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné,

Nom et Prénom : **RABUILLE Dominique**.....

Agissant en qualité de Maire de la Commune de LA VALLEE AU BLE.....

Et en représentation du Conseil Municipal (dont délibération ci-jointe).

Adresse : Rue de Verdun 02140 LA VALLEE AU BLE.....

Identification des parcelles concernées par le projet de parc éolien :

Parcelle section	Numéro	Commune
ZD	33	LA VALLEE AU BLE
ZH	24	LA VALLEE AU BLE

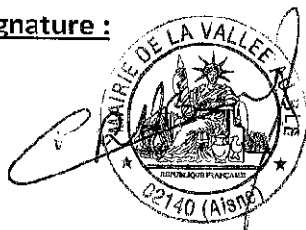
Transmet mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont les parcelles concernées par le projet sont situées en partie sur la commune de LA VALLEE AU BLE. (cf. plans en annexe 2).

Je préconise :

- En ce qui concerne les propriétaires, le respect scrupuleux de la législation en vigueur au moment du démantèlement.
- En ce qui concerne les biens propriétés de la commune, j'exige qu'ils soient laissés dans le même état qu'ils étaient au moment de la mise en service du parc éolien.

Fait à La Vallée au Blé, le 05 Avril 2012.

Signature :



Annexe1

Article L 553-3 du code de l'environnement selon lequel « l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité (...) » ;

Article R 553-6 du code de l'environnement selon lequel « les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

- a) Le démantèlement des installations de production ;
- b) L'excavation d'une partie des fondations ;
- c) La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;
- d) La valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet (...) » ;

Article R512-6 du code de l'environnement, selon lequel « (...) chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du (...) maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;

Article 1^{er} de l'arrêté du 26 Août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** selon lequel « Les opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement comprennent :

1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le « système de raccordement au réseau ;
2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

Paraphes :

- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste en le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état ».

Annexe 2

Annexe 2 : Plans indicatifs des plateformes (aires de grutage) et des chemins d'accès

Paraphes :

MAIRIE DE VOULPAIX 02140

**AVIS RELATIF AU DEMANDELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU
SITE EOLIEN DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en annexe 1 du présent avis, je soussigné,
Jean-Paul **RENAUX**,

Agissant en qualité de Maire de la Commune de **VOULPAIX (Aisne) 1, Place de la
Mairie**, dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal ci-annexée.

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien
du plateau de Haution pour les parcelles concernées, qui sont :

Section ZP n° 12

Section ZC n°s 33, 17, 8, 2, & 43

situées sur la Commune de VOULPAIX ainsi que les chemins ruraux desservant ce parc,
selon plan en annexe.

Je préconise :

- en ce qui concerne les travaux sur les terrains privés, le respect scrupuleux par les
propriétaires de la législation en vigueur au moment du démantèlement.
- en ce qui concerne les biens propriétés de la commune, j'exige qu'ils soient laissés dans
le même état qu'ils étaient au moment de la mise en exploitation du parc éolien,
conformément à l'état des lieux qui sera effectué d'une manière contradictoire entre les
sociétés Electrawinds, Valorem et la Commune de Voulpaix, représentée par son Maire
lors de cette mise en exploitation.

Fait à VOULPAIX, le DEUX AVRIL DEUX MIL DOUZE

Le Maire



Jean-Paul **RENAUX**

DÉPARTEMENT
de l'AISNE

ARRONDISSEMENT
et CANTON de VERVINS

VOULPAIX, le 12 AVR. 2012

Commune de VOULPAIX

Tél. 23.98.09.06.



Le Maire

A

VALOREM

29 rue des 3 Cailloux

80000 AMIENS

A l'attention de Nicolas DAVID

Parc Eolien du Plateau de Haution
Remise en état du site demande d'avis

Cher Monsieur,

Conformément à votre demande du 21 février dernier, je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli :

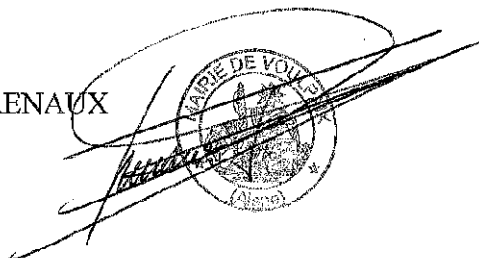
- délibération du 02 avril 2012
- avis du Maire

Merci de m'accuser réception de ces documents.

Je vous prie de croire, cher Monsieur en mes sentiments les meilleurs.

Le Maire

Jean-Paul RENAUX



**DEPARTEMENT DE L' AISNE
CANTON DE VERVINS
COMMUNE DE VOULPAIX**

**Date de convocation : 27.03.2012
Date d' affichage : 27.03.2012**

**Extrait du procès verbal des délibérations
Conseil Municipal du 02.04.2012**

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 9

Nombre de votants : 9

Objet : Signature par le Maire de l'avis relatif à la remise en état du parc éolien du plateau de Haution

L' an deux mil douze, le deux Avril, le Conseil Municipal de la Commune de VOULPAIX, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur RENAUX, Maire.

Etaient présents : HENNECHART Gérard – CULPIN Patrice- SERENT Denis – PASSOT Benoît – BATAILLE Josiane – THYRION Jean-Luc- GRANGER Françoise- FAVRESSE Thierry

Absents : Lutz Timothée

Absents excusés : Madame Laurence CAMUS

Secrétaire de séance : GRANGER Françoise

Vu le projet de parc éolien du plateau de Haution en développement sur le territoire des communes de La Vallée au Blé, Haution, Voulpaix et Laigny au sein du Département de l' Aisne.

Vu les délibérations des communes de La Vallée au Blé en date du 27 Novembre 2010, de la commune de Voulpaix en date du 26 Octobre 2010, de la commune de Laigny en date du 12 Novembre 2010, de la commune de Haution en date du 6 Novembre 2010, favorables aux demandes de permis de construire du parc éolien du plateau de Haution.

Vu la loi n° 788-2010 en date du 10 Juillet 2010 selon laquelle les éoliennes sont désormais classées Installations Classées pour la Protection de l' Environnement et ses décrets et arrêtés d' application.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

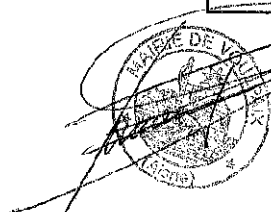
002-210207981-20120402-072012a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2012

Publication : 07/02/2012

Pour l' "autorité Compétente"
par délégation



Vu l'article L 553-3 du Code de l'environnement selon lequel tous les exploitants de parc éolien, sont tenus d'assurer le démantèlement et la remise en état des parcs à la fin de la période d'exploitation.

Vu l'article R 512-6 7° du Code de l'environnement selon lequel le dossier de demande d'autorisation ICPE doit contenir l'avis du Maire relatif aux modalités de démantèlement du parc éolien.

Afin de procéder à la signature de l'avis précité, il est nécessaire que le Maire soit autorisé par le Conseil Municipal à signer ledit avis concernant la remise en état du site éolien du plateau de Haution.

Cet avis portera sur les préconisations du Maire concernant la conservation ou non des plateformes du site éolien ainsi que des chemins d'accès sur l'ensemble des parcelles concernées par le projet sur le territoire communal.

Tout ceci étant exposé, le Maire invite donc le Conseil Municipal à délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec une voix contre, une abstention et sept voix pour :

AUTORISE

. Le Maire à signer l'avis relatif à la remise en état du parc éolien du plateau de Haution, sous cette rédaction :

Je préconise :

- en ce qui concerne les travaux sur les terrains privés, le respect scrupuleux par les propriétaires de la législation en vigueur au moment du démantèlement.
- en ce qui concerne les biens propriétés de la commune, j'exige qu'ils soient laissés dans le même état qu'ils étaient au moment de la mise en exploitation du parc éolien, conformément à l'état des lieux qui sera effectué d'une manière contradictoire entre les sociétés Electrawinds, Valorem et la Commune de Voulpaix, représentée par son Maire lors de cette mise en exploitation.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire.

Jean-Paul RENAUX

Page 2

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

002-210207981-20120402-072012a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2012

Publication : 07/02/2012

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation

CB



**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom : MAMBOURG Yann
Né le : 22.08.1967 à St Julien

Adresse : **1 rue Pierre Brailon 02250 MARCY SOUS MARLE**

Propriétaire de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZE	42	HAUTION

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

- ☒ Je souhaite le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation
- ☒ Des aires de grutage
 - ☒ Des chemins d'accès
- ☐ Je souhaite conserver le maintien en état
- ☐ Des aires de grutage
 - ☐ Des chemins d'accès

Observations du propriétaire :

Souhaiter la remise en l'état comme nous l'avions avant
l'installation de l'éolien - Démantèlement complet du poste de l'éolienne

Fait à : Amiens Le : 29.09.2017

Signature

Annexe 1

Article L 553-3 du code de l'environnement selon lequel « l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité (...) » ;

Article R 553-6 du code de l'environnement selon lequel « les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

- a) Le démantèlement des installations de production ;
- b) L'excavation d'une partie des fondations ;
- c) La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;
- d) La valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet (...) » ;

Article R512-6 du code de l'environnement, selon lequel « (...) chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

(...)

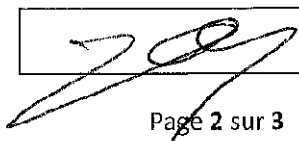
7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur (...) sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur » ;

Article 1^{er} de l'arrêté du 26 Août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent selon lequel « Les opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement comprennent :

- 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le « système de raccordement au réseau ;
- 2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :

- sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas

Paraphes :



Page 2 sur 3

utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;


- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste en le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état ».

Annexe 2

Annexe 2 : Plans indicatifs des plateformes (aires de grutage) et des chemins d'accès

Paraphes :



Page 3 sur 3



**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN DU
PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom :...**FAUCHEUX Bernard**.....

Agissant en qualité de Maire de la Commune de **HAUTION**.....
et en représentation du Conseil Municipal (dont délibération ci-jointe).

Adresse : **6 rue des écoles 02140 HAUTION**

Identification des parcelles concernées par le projet de parc éolien :

Parcelle section	numéro	commune
ZE	34	HAUTION
ZE	42	HAUTION
ZE	3	HAUTION
ZN	28	HAUTION
ZN	29	HAUTION
ZN	33	HAUTION

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont les parcelles concernées par le projet sont situées en partie sur la commune de HAUTION. (cf. plans en Annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

- ☐ Je préconise le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation :
- ☐ Des aires de grutage (plateformes)
 - ☐ Des chemins d'accès
 - ☐
- ☐ Je préconise le maintien en état :
- ☐ Des aires de grutage (plateformes)
 - ☐ Des chemins d'accès

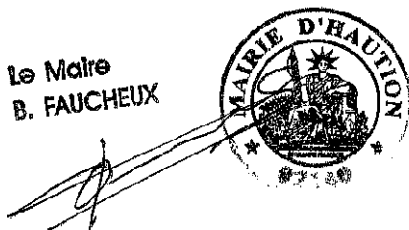
Observations du Maire :

*voir notre délibération du Conseil Municipal
en date du 3 Décembre 2011 ci-jointe*

Fait à *Haution*....., le *29 Mars 2012*.....

Signature :

Le Maire
B. FAUCHEUX



Annexe1

Article L 553-3 du code de l'environnement selon lequel « l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité (...) » ;

Article R 553-6 du code de l'environnement selon lequel « les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

- a) Le démantèlement des installations de production ;
- b) L'excavation d'une partie des fondations ;
- c) La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;
- d) La valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet (...) » ;

Article R512-6 du code de l'environnement, selon lequel « (...) chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

(...)

7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du (...) maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;

Article 1^{er} de l'arrêté du 26 Août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent selon lequel « Les opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement comprennent :

- 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le « système de raccordement au réseau ;
- 2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

Paraphes :



- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste en le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état ».

Annexe 2

Annexe 2 : Plans indicatifs des plateformes (aires de grutage) et des chemins d'accès

Paraphes :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE MEMBRES :

AU CONSEIL MUNICIPAL

EN EXERCICE : 10

PRESENTS : 09

DE LA COMMUNE DE HAUTION

Séance du 03 DECEMBRE 2011

QUI ONT PRIS PART A

LA DELIBERATION : 09

L'an deux mil onze et le 03 décembre
à 11 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est
réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la
présidence de Monsieur **Bernard FAUCHEUX** -

Date de la convocation

26/11/11

Date d'affichage

26/11/1111

Présents : Mmes HALLEUX C., MOURET R., BLEUZE B., MRS AMASSE M.,
COUSIN JM, SERENT T, MARTIN B., WUILQUE P, FAUCHEUX B -

Absent : Mr Jean Marc GROUZELLE

Monsieur Thierry SERENT a été nommé secrétaire.

Objet de la Délibération :

Projet de parc Eolien -

Le Maire expose à l'assemblée l'historique du projet de parc Eolien sur notamment
la commune de Haution.

La date de la première réunion de conseil municipal ayant entre autre, comme
ordre du jour « Dossier Eolien » date du 12 octobre 2002.

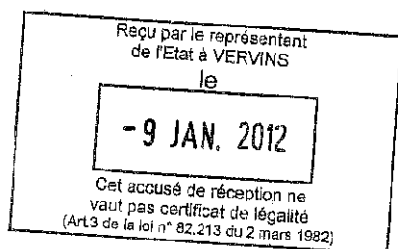
Ne voulant pas se priver d'une éventuelle manne financière importante proposée
par les développeurs éoliens ; le conseil municipal dans sa séance du 24
novembre 2007 a approuvé la création d'une ZDE

A ce jour, vu les faibles retombées financières pour la commune ainsi que
l'inquiétude de la grande majorité de la population vis-à-vis des impacts sanitaires,
visuels et sonores néfastes pour la commune ;

**Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité de refuser l'implantation d'un
parc éolien sur le territoire de la commune de Haution.**

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les membres présents.



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE MAIRE

B. FAUCHEUX



DELIB237

CB

**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom : **SERENT Denis**.....

Né le : **20/11/1955**..... à **VOULPAIX**.....

Adresse : **1 Rue Marcel Serent 02140 VOULPAIX**

Propriétaire de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZN	28	HAUTION
ZN	29	HAUTION
ZC	43	VOULPAIX
ZC	33	VOULPAIX

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

☒ Je souhaite le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation

☒ Des aires de grutage

☒ Des chemins d'accès

Je souhaite conserver le maintien en état

Des aires de grutage

Des chemins d'accès

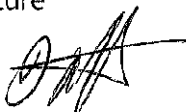
Observations du propriétaire :

.....
.....

Fait à : VOULPAIX.....

Le : 28 Mars 2012.....

Signature



Annexe1

Article L 553-3 du code de l'environnement selon lequel « l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité (...) » ;

Article R 553-6 du code de l'environnement selon lequel « les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

- a) Le démantèlement des installations de production ;
- b) L'excavation d'une partie des fondations ;
- c) La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;
- d) La valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet (...) » ;

Article R512-6 du code de l'environnement, selon lequel « (...) chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

(...)

7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur (...) sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur » ;

Article 1^{er} de l'arrêté du 26 Août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent selon lequel « Les opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement comprennent :

- 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le « système de raccordement au réseau ;
- 2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :

- sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas

Paraphes :

DS.

utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;

- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste en le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état ».

Annexe 2

Annexe 2 : Plans indicatifs des plateformes (aires de grutage) et des chemins d'accès

Paraphes :

DS.

**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, nous soussigné (s),

Nom et Prénom : **BONHOMME Roger**.....

Né le : **11/03/1931**.....à **LA VALLEE AU BLE**.....

Nom et Prénom : **HULIN Simone épouse BONHOMME**.....

Né le : **29/08/1928**.....à **LA VALLEE AU BLE**.....

Adresse : 24 Rue de Haution 02140 LA VALLEE AU BLE

Propriétaires de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZD	33	LA VALLEE AU BLE

Transmettons notre avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

☒ Nous souhaitons le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation

☒ Des aires de grutage

☒ Des chemins d'accès

☐ Nous souhaitons conserver le maintien en état

☐ Des aires de grutage

☐ Des chemins d'accès

Observations des propriétaires :

Pour nous, cette décision sera du ressort du propriétaire de l'époque (du démantèlement)

Fait à : *La Vallée au Ble* Le : *15 Mars 2012*

Signatures

Bonhomme Roger *Bonhomme Simone*

**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom : **GUENARD Jean-François**
Né le : 16/12/1980 à Saint-Orestin

Adresse : **31 rue du Sourd 02140 LEME**

Propriétaire de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZC	2	VOULPAIX

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

☒ Je souhaite le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation

☒ Des aires de grutage
☒ Des chemins d'accès

☐ Je souhaite conserver le maintien en état

☐ Des aires de grutage
☐ Des chemins d'accès

Observations du propriétaire :

.....
.....

Fait à : Leme Le : 7 mars 2012

Signature



**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom : BONHOMME Denise.....épouse PIERRA.....

Né le : 23/09/1955.....à LA VALLEE AU BLE.....

Adresse : 10, La Marquière 85190 VENANSAULT.....

ou Adresse 2 : 22, rue d'Haution 02140 LA VALLEE AU BLE
Propriétaire de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZD	33	LA VALLEE AU BLE

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Haution dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

☒ Je souhaite le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation

☒ Des aires de grutage

☒ Des chemins d'accès

☐ Je souhaite conserver le maintien en état

☐ Des aires de grutage

☐ Des chemins d'accès

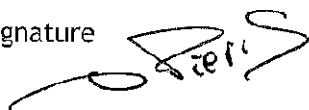
Observations du propriétaire :

Ceci est mon choix en mars 2012 lors du démantèlement
je souhaite être, à nouveau, consulté ou l'éventuel propriétaire qui
viendrait en place.

Fait à : Venansault.....

Le : 4 Mars 2012.....

Signature



Annexe1

Article L 553-3 du code de l'environnement selon lequel « l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité (...) » ;

Article R 553-6 du code de l'environnement selon lequel « les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

- a) Le démantèlement des installations de production ;
- b) L'excavation d'une partie des fondations ;
- c) La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;
- d) La valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet (...) » ;

Article R512-6 du code de l'environnement, selon lequel « (...) chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

(...)


7° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur (...) sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur » ;

Article 1^{er} de l'arrêté du 26 Août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent selon lequel « Les opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent prévues à l'article R. 553-6 du code de l'environnement comprennent :

1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le « système de raccordement au réseau ;
2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :

- sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas

Paraphes :





utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;

- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste en le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état ».

Annexe 2

Annexe 2 : Plans indicatifs des plateformes (aires de grutage) et des chemins d'accès

Paraphes :

**AVIS RELATIF AU DEMANTELEMENT ET A LA REMISE EN ETAT DU SITE EOLIEN
DU PLATEAU DE HAUTION**

La présente demande d'avis est formulée par les sociétés VALOREM et ELECTRAWINDS ou tout autre société qui s'y substituerait.

Conformément à la réglementation en vigueur citée en Annexe 1 du présent avis, je soussigné (e),

Nom et Prénom : **CAGNIONCLE Edith**
Né le : 23.04.26 à Cambrai

Adresse : **40 rue Ernest Lepot 59400 CAMBRAI**

Propriétaire de la ou des parcelles ci-dessous :

Parcelle	Numéro	Commune
ZC	8	VOULPAIX

Transmets mon avis relativement au démantèlement et la remise en état du site éolien du plateau de Hautoion dont l'exploitation est en partie prévue sur les parcelles précitées (cf. plans en annexe 2).

Cochez les cases correspondantes :

- ☐ Je souhaite le décaissement sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation
- ☒ Des aires de grutage
 - ☒ Des chemins d'accès
- ☒ Je souhaite conserver le maintien en état
- ☒ Des aires de grutage
 - ☒ Des chemins d'accès

Observations du propriétaire :

Produit peu d'électricité, dégradé de l'usage et peut être dangereux quand les câbles se détachent accidentellement.

Fait à : Cambrai Le : 27.02.2012

Signature

E. Cagnioncle

Annexe 4

Délibération des Conseils Municipaux



Thiérache du Centre

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Artisans de notre avenir

La Capelle,
le 20 octobre 2010



Monsieur le Maire
de
02140 HAUTION

Affaire suivie par : P. CAURIER – Tél: 03 23 97 57 65

N/Réf : PC/FL/215-10

Objet : Zone de Développement de l'Eolien sur les communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé - Choix des développeurs éolien

P.J : Modèle de délibération du Conseil Municipal

Monsieur le Maire,
Cher collègue,

Au cours de la réunion organisée le 18 octobre 2010 en présence des Conseils Municipaux des communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé, une position de principe a été adoptée par les élus présents quant au choix des développeurs qui mèneront à leur terme les procédures permettant de mettre en œuvre un projet éolien sur le territoire des 4 communes. Le choix majoritaire s'est porté sur la société VALOREM et la SICAE de l'Aisne.

Cette position devant être confirmée par délibération du Conseil Municipal de chacune des quatre communes, je vous prie donc de trouver ci-joint comme convenu un modèle de délibération à soumettre à l'approbation de votre Conseil Municipal dans des délais aussi rapprochés que possible.

Je vous serais obligé de bien vouloir me transmettre un exemplaire de votre délibération dès que votre Conseil Municipal aura statué.

Vous en remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, cher collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Henri BROSSIER

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	9

DE LA COMMUNE DE

LAIGNY

Séance du 12/11 2010



L'an deux mil dix

et le 12 novembre

à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr MOULARDE

Présents : M^{mes} et M^{rs} GOSSET-GRUSELLE-ALIN-CASSELEUX-
FOURDRAIN-LEROY- RICHET-SORTON

Absents excusés :

Monsieur le maire rappelle que par arrêté du 1^{er} février 2010, M. le Préfet de l'Aisne a décidé la création d'une zone de développement de l'éolien sur une partie du territoire de la Communauté de Communes de la Thiérache du centre, comprenant notamment le territoire des communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé.

Il indique que 5 développeurs éoliens, les sociétés NORDEX, ELECTRAWINDS, VALOREM, H2AIR et la SICAIE de l'Aisne se sont positionnés pour réaliser un projet éolien sur les 4 communes concernées.

Il indique par ailleurs que la Communauté de Communes a élaboré un cahier des charges transmis à chacun des développeurs afin que les élus de ces communes soient à même d'évaluer les projets présentés, et le cas échéant d'opérer un choix parmi les projets proposés. Les réponses à ce cahier des charges ont fait l'objet d'une synthèse transmise aux maires des 4 communes.

Il rappelle qu'une réunion de présentation des projets en présence des développeurs a par ailleurs été organisée à Voulpaix le 3 mai 2010 et que la synthèse des réponses au cahier des charges a été présentée aux Maires le 22 septembre 2010 lors d'une réunion organisé à Voulpaix.

Il rappelle enfin qu'en dernier lieu, une réunion en présence des conseillers municipaux des communes a été organisée le lundi 18 octobre 2010, à l'issue de laquelle une position de principe a été adoptée quant au choix des développeurs qui mèneront à leur terme les procédures permettent de mettre en œuvre un projet éolien sur le territoire des 4 communes, position devant être confirmée par délibération du Conseil Municipal.

Il invite donc le Conseil Municipal à se prononcer formellement sur le choix des développeurs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (7 voix pour, 0 voix contre, 2 bulletins nuls)

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

le

et publication ou notification

du



SOUTIENT les projets d'implantation d'éoliennes de la société VALOREM et de la SICAE de l'Aisne.

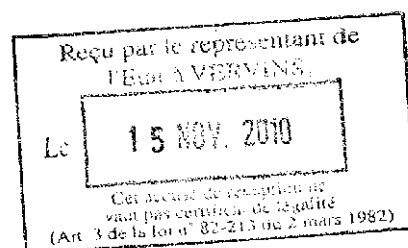
DONNE SON ACCORD à la société VALOREM et à la SICAE de l'Aisne pour réaliser toutes les études nécessaires à l'établissement d'un permis de construire en vue de la réalisation d'un projet éolien sur le territoire communal.

PRECISE que la présente délibération sera transmise aux deux développeurs éoliens concernés.

Fait à LAIGNY, les jour, mois et an susdits.

Le Maire,


Yves MOULARD (Aisne)




EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU 27 Novembre 2010

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	10

L'an deux mille dix

Et le 27 Novembre

à 10 Heures

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi habituel de ses séances, sous la présidence de Mr RABOUILLE Dominique, Maire de La Vallée Au Blé,

Date de la convocation

16/11/2010

Date d'affichage

16/11/2010

Etaient présents : Mmes RICHET Eliane, MOINEUSE Colette, PLANCOT Annie, Mrs CAMUS Claude, CAMUS Gérard, FONDRAS Rémi, PIETTE Pascal, DUMONT Olivier, BONHOMME Philippe.

Objet de la délibération

Zone de Développement de l'Eolien sur les communes de Voulpaix, Laigny, Haution et la La Vallée au Blé.

Absent excusé : Mr DUSSAUSOIS Hubert.

Secrétaire de séance : Mme RICHET Eliane.

Choix des développeurs éolien

Monsieur le Maire rappelle que par arrêté du 1^{er} février 2010, M. le Préfet de l'Aisne a décidé la création d'une zone de développement de l'éolien sur une partie du territoire de la Communauté de Communes de la Thiérache du Centre, comprenant notamment le territoire des communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé.

Il indique que 5 développeurs éoliens, les sociétés NORDEX, ELECTRAWINDS, VALOREM, H2AIR et la SICAIE de l'Aisne se sont positionnés pour réaliser un projet éolien sur les 4 communes concernées.

Il indique par ailleurs que la Communauté de Communes a élaboré un cahier des charges transmis à chacun des développeurs afin que les élus de ces communes soient à même d'évaluer les projets présentés, et le cas échéant d'opérer un choix parmi les projets proposés. Les réponses à ce cahier des charges ont fait l'objet d'une synthèse transmise aux maires des 4 communes.

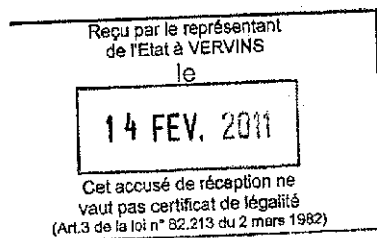
Il rappelle qu'une réunion de présentation des projets en présence des développeurs a par ailleurs été organisée à Voulpaix le 3 mai 2010 et que la synthèse des réponses au cahier des charges a été présentée aux Maires le 22 septembre 2010 lors d'une réunion organisée à Voulpaix.

Il rappelle enfin qu'en dernier lieu, une réunion en présence des conseillers municipaux des communes a été organisée le lundi 18 octobre 2010, à l'issue de laquelle une position de principe a été adoptée quant au choix des développeurs qui mèneront à leur terme les procédures permettant de mettre en œuvre un projet éolien sur le territoire des 4 communes, position devant être confirmée par délibération du Conseil Municipal.

Il précise qu'il serait peut être intéressant de laisser le soin aux différents développeurs d'élaborer un projet commun en fonction des accords signés par les différents propriétaires fonciers.

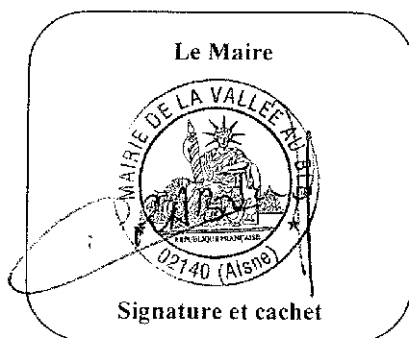
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité soutient les projets d'implantation d'éoliennes, par ordre préférentiels des sociétés H2AIR, NORDEX et ELECTRAWINDS.

Fait et délibéré en séance jour, mois et an que dessus et ont signé au registre tous les membres présents.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Le

Et publication ou notification
Du



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HAUTION

NOMBRE DE MEMBRES :
AU CONSEIL MUNICIPAL
EN EXERCICE : 10

PRESENTS : 9
QUI ONT PRIS PART A
LA DELIBERATION : 9

Séance du 06 novembre 2010

L'an deux mil dix et le 06 novembre
à 11 heures , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est
réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la
présidence de Monsieur **Bernard FAUCHEUX** –

Date de la convocation
30/10/10

Date d'affichage
30/10/10

Présents : Mmes MOURET R., BLEUZE B., MRS AMASSE M., GROUZELLE JM.,
SERENT T., MARTIN B., WUILQUE P., COUSIN JM., FAUCHEUX B. –
Absente excusée : Mme HALLEUX C. –
Monsieur Thierry SERENT été nommé secrétaire.

Objet de la Délibération : **Zone de Développement de l'Eolien sur les communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé - Choix des développeurs éolien –**

Monsieur le Maire rappelle que par arrêté du 1^{er} Février 2010, M. le Préfet a décidé la création d'une zone de développement de l'éolien sur une partie du territoire de la Communauté de Communes de la Thiérache du centre, comprenant notamment le territoire des communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé.

Il Indique que 5 développeurs éoliens, les sociétés NORDEX, ELECTRAWINDS, VALOREM, H2AIR, et la SICAE de l'Aisne se sont positionnées pour réaliser un projet éolien sur les 4 communes concernées.

Il indique par ailleurs que la Communauté de Communes a élaboré un cahier des charges transmis à chacun des développeurs afin que les élus de ces communes soient à même d'évaluer les projets présentés, et le cas échéant d'opérer un choix parmi les projets proposés. Les réponses à ce cahier des charges ont fait l'objet d'une synthèse transmise aux maires des 4 communes.

Il rappelle qu'une réunion de présentation des projets en présence des développeurs a par ailleurs été organisée o Voulpaix le 03 mai 2010 et que la synthèse des réponses au cahier des charges a été présentée aux Maires le 22 septembre 2010 lors d'une réunion organisée à Voulpaix.

Il rappelle enfin qu'un dernier lieu, une réunion en présence des conseillers municipaux des communes a été organisée le lundi 18 octobre 2010, à l'issue de la quelle une position de principe a été adoptée quant aux choix des développeurs qui mèneront à leur terme les procédures permettant de mettre en œuvre un projet éolien sur le territoire des 4 communes, position devant être confirmée par délibération du Conseil Municipal.

Il invite donc le Conseil Municipal à se prononcer formellement sur le choix des développeurs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré , à l'unanimité,


SOUTIENT les projets d'implantation d'éoliennes de la société VALOREM et de la SICAE de l'Aisne **avec une majorité pour la SICAE de l'Aisne**

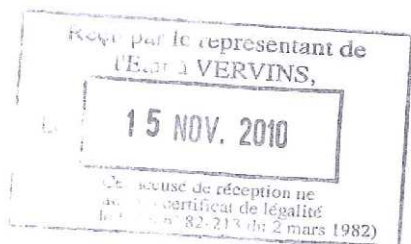
DONNE SON ACCORD à la société VALOREM et à la SICAE de l'Aisne pour réaliser toutes les études nécessaires à l'établissement d'un permis de construire en vue de la réalisation d'un projet éolien sur le territoire communal.

PRECISE que la présente délibération sera transmise aux deux développeurs éoliens concernés.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus. Ont signé au registre tous les membres présents.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
LE MAIRE


B. FAUCHEUX



DELIB226

CEB

27

COPIE

DEPARTEMENT DE L'AISNE

COMMUNE DE VOULPAIX

Arrondissement de Vervins

Extrait du procès verbal des délibérations

Canton de Vervins

Conseil Municipal du 8 Novembre 2010

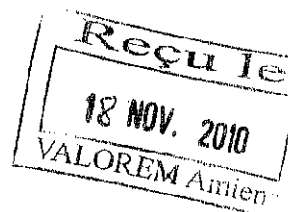
Date de convocation du C.M. : 26.10.2010

Nombre de conseillers : 11

Date d'affichage : 26.10.2010

Présents : 10

Votants : 11



OBJET : Zone de développement de l'éolien sur les communes de Voulpaix, Laigny, Haution et la Vallée au Blé
Blé - Choix des développeurs éoliens

L'an deux mil dix, le 8 novembre

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu de convocation ordinaire de ses séances sous la Présidence de M le Maire, après convocation légale.

Etaient présents : RENAUX JP. HENNECHART G. FAVRESSE T. GRANGER F. CAMUS L. PASSOT B. BATAILLE J. SERENT D. LUTZ T. THYRION JL.

Absent excusé : CULPIN Patrice a donné pouvoir à Gérard HENNECHART

Mme GRANGER Françoise est élue secrétaire de séance

Monsieur le maire rappelle que par arrêté du 1^{er} février 2010, M. le Préfet de l'Aisne a décidé la création d'une zone de développement de l'éolien sur une partie du territoire de la Communauté de Communes de la Thiérache du centre, comprenant notamment le territoire des communes de Voulpaix, Laigny, Haution et La Vallée au Blé.

Il indique que 5 développeurs éoliens, les sociétés NORDEX, ELECTRAWINDS, VALOREM, H2AIR et la SICAE de l'Aisne se sont positionnés pour réaliser un projet éolien sur les 4 communes concernées.

Il indique par ailleurs que la Communauté de Communes a élaboré un cahier des charges transmis à chacun des développeurs afin que les élus de ces communes soient à même d'évaluer les projets présentés, et le cas échéant d'opérer un choix parmi les projets proposés. Les réponses à ce cahier des charges ont fait l'objet d'une synthèse transmise aux maires des 4 communes.

Il rappelle qu'une réunion de présentation des projets en présence des développeurs a par ailleurs été organisée à Voulpaix le 3 mai 2010 et que la synthèse des réponses au cahier des charges a été présentée aux Maires le 22 septembre 2010 lors d'une réunion organisée à Voulpaix.

Il rappelle enfin qu'en dernier lieu, une réunion en présence des conseillers municipaux des communes a été organisée le lundi 18 octobre 2010, à l'issue de laquelle une position de principe a été adoptée quant au choix des développeurs qui mèneront à leur terme les procédures permettant de mettre en œuvre un projet éolien sur le territoire des 4 communes position devant être confirmée par délibération du Conseil Municipal.

Il invite donc le Conseil Municipal à se prononcer formellement sur le choix des développeurs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, la majorité, 10 voix pour, une contre.

SOUTIENT les projets d'implantation d'éoliennes de la société VALOREM et de la SICAE de l'Aisne.

DONNE SON ACCORD à la société VALOREM et à la SICAE de l'Aisne pour réaliser toutes les études nécessaires à l'établissement d'un permis de construire en vue de la réalisation d'un projet éolien sur le territoire communal.

PRECISE que la présente délibération sera transmise aux deux développeurs éoliens concernés.

Reception par le préfet : 09/11/2010
Publication : 15/11/2010

Pour l'"Autorité Compétente"
par délégation

Le Maire
Jean-Paul RENAUX



Certifié exécutoire le :

CarB

Annexe 5

Accord écrit des opérateurs radars

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT



Direction générale de l'Aviation civile

Beauvais, le 26 Avril 2012

Direction de la sécurité de l'Aviation civile
Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord
Délégation Picardie

Destinataire

à

Mr STOCKER Jonathan
VALOREM

Nos réf. : 784 DPIC/JCO
Vos réf. : Courrier du 20/04/2012
Affaire suivie par : Jean-Marie Corda
jean-marie.corda@aviation-civile.gouv.fr
Tél. 03 44 11 49 05 - Fax : 03 44 11 49 08

Objet : Pré-consultation projet éolien Voulpaix(02)

Monsieur,

Vous avez fait parvenir à mes services un projet de parc situé sur le territoire de 4 communes dans le département de l'Aisne, pour des éoliennes de 179m.

Après examen du dossier, les territoires des communes concernées ne sont grevées par aucune servitude de dégagement ou radioélectrique civile.

Enfin, j'attire votre attention sur le fait que le résultat de cette étude reste valable dès lors qu'aucune modification substantielle ou qu'aucune évolution d'ordre aéronautique ou réglementaire ne modifie l'environnement ou l'utilisation de l'espace aérien dans la zone concernée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées

Par délégation du Ministre chargé des Transports
L'Inspecteur de surveillance Développement Durable
Jean-Marie CORDA





MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS



COMMANDEMENT DE
LA DÉFENSE AÉRIENNE ET DES
OPÉRATIONS AÉRIENNES

Zone aérienne de défense Nord

Section environnement aéronautique

Dossier suivi par :

- Cdt Jennifer Gauthey,
- Cdt Xavier Leroy.

Paris, le 10 MAI 2012

N° /DEF/CDAOA/GATN

514801

Le général de brigade aérienne
Jean-Daniel Testé
général adjoint territoire national
au général commandant la défense
aérienne et les opérations aériennes
75509 Paris Cedex 15

à

Monsieur le directeur de la société
VALOREM
Agence d'Amiens
29 rue des Trois Cailloux
80000 Amiens

OBJET

: projet éolien dans le département de l'Aisne (02).

REFERENCES

- a) votre demande du 23 avril 2012 (Parc éolien Voulpaix),
- b) décret du 23 novembre 2011 portant délégation de signature¹,
- c) circulaire et arrêté du 25 juillet 1990 relatifs aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation²,
- d) arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques³.

Monsieur le directeur,

Après consultation des différents organismes de la Défense concernés par votre projet éolien sur les communes de VOULPAIX, LA-VALLEE-AU-BLE, HAUTION et LAIGNY (02) transmis par courrier en référence a), j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Défense émet un avis favorable à sa réalisation.

¹ Référence : NOR DEF D 1129390 D

² Références : NOR EQU A 9000 474 A et NOR EQU A 9000 475 C

³ Référence : NOR DEF A 0917931 A



CB

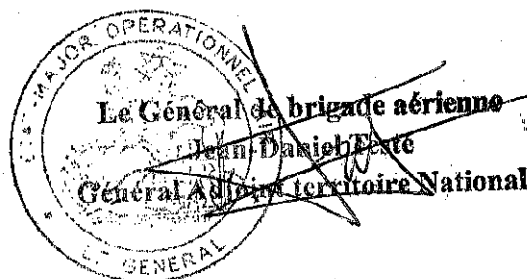
Cependant, compte tenu de la hauteur totale hors sol des éoliennes, un balisage "diurne et nocturne" devra être mis en place conformément à l'arrêté de dernière référence. A ce titre, je vous invite à consulter la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord située à ORLY (94).

Dans l'éventualité où ce projet subirait des modifications postérieures au présent courrier, il devra systématiquement faire l'objet d'une nouvelle consultation.

Cet avis reste valable dès lors qu'aucune évolution, notamment d'ordre réglementaire ou aéronautique, ne modifie l'environnement ou l'utilisation de l'espace aérien dans la zone concernée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Ministre de la Défense et par délégation



COPIES :

- DSAC Nord à ORLY (94)
dauriane.leroy@aviation-civile.gouv.fr
philippe.legendre@aviation-civile.gouv.fr
bernard.riou@aviation-civile.gouv.fr
- Madame la secrétaire du délégué militaire départemental de l'Aisne (02)
jocelyne.brugnon@dmd02.terre.defense.gouv.fr
- Archives ZAD Nord (BR 657)



Annexe 6

Titres d'habilitation à construire

TITRE D'HABILITATION A CONSTRUIRE

Je soussigné

M^r Serent Denis

Domicilié :

*1 rue Marcel Serent
02140 Voullpaix*

Je soussigné

.....

Domicilié :

.....

.....

Propriétaire(s) de la (des) parcelle(s) suivante(s) :

Commune(s)	Section(s)	N° parcelle(s)	Lieux-dits (facultatif)
Voullpaix	ZC	42, 40, 47, 39, 38, 37, 36, 43 43	
Haution	ZN	28 28, 29	

Autorise(ons) la société VALOREM ou tout tiers ou société auquel elle aurait cédé ses droits :

- à construire un parc éolien (en tout ou partie) sur le(s) terrain(s) dans une zone d'implantation comportant la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à créer des plateformes de montage et de maintenance des éoliennes en totalité ou partiellement sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à aménager des virages et/ou créer des chemins d'accès sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à mettre en place des câbles de transport d'énergie électrique enterrés dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) voisine(s) dont les pales surplomberont la (les) parcelle(s) énumérées

Fait à

Voullpaix

Le

17/03/2010

[Signature]

TITRE D'HABILITATION A CONSTRUIRE

Je soussigné

M. HAMBOURG Yann

Domicilié :

1 Rue Pierre Brailon

02250 Marcy sous Marle

Je soussigné

Domicilié :

Propriétaire(s) de la (des) parcelle(s) suivante(s) :

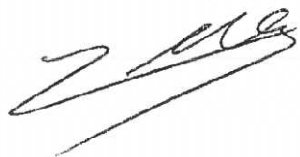
Commune(s)	Section(s)	N° parcelle(s)	Lieux-dits (facultatif)
La Vallée en Meuse	EC	14, 15	
Hautvion	EC	42	
	EW	1, 2	
	EH	22	

Autorise(ons) la société VALOREM ou tout tiers ou société auquel elle aurait cédé ses droits :

- à construire un parc éolien (en tout ou partie) sur le(s) terrain(s) dans une zone d'implantation comportant la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à créer des plateformes de montage et de maintenance des éoliennes en totalité ou partiellement sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à aménager des virages et/ou créer des chemins d'accès sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à mettre en place des câbles de transport d'énergie électrique enterrés dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) voisine(s) dont les pales surplomberont la (les) parcelle(s) énumérées

Fait à Marcy sous Marle

Le 02/12/2010



CEB

TITRE D'HABILITATION A CONSTRUIRE

Je soussigné LAMBERT Jacques

Représentant la société

Domicilié : 20 rue d'Haution 02140 La vallée au Blé

Je soussigné LAMBERT Anne

Représentant la société

Domicilié : 20 rue d'Haution 02140 La vallée au Blé

Propriétaire(s) de la (des) parcelle(s) suivante(s) :

Commune(s)	Section(s)	N° parcelle(s)
Haution	ZE	3
Voulpaix	ZC	17
La Vallée au Blé	ZD	27, 31

** Voir plan d'implantation en Annexe*

(Signature)
(Signature)

Autorise(ons) la société VALOREM ou tout tiers ou société auquel elle aurait cédé ses droits :

- à construire un parc éolien (en tout ou partie) sur le(s) terrain(s) dans une zone d'implantation comportant la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à créer des plateformes de montage et de maintenance des éoliennes en totalité ou partiellement sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à aménager des virages et/ou créer des chemins d'accès sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à mettre en place des câbles de transport d'énergie électrique enterrés dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus dont les pales survoleront les mêmes parcelles,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) voisine(s) dont les pales surplomberont la (les) parcelle(s) énumérées,

Paraphes

AZELND

CEB

- à entreprendre des gros entretiens des éoliennes dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à entreposer ou laisser le passage temporairement aux engins de chantiers dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus.

Fait à La Vallée au Blé.....

Le 9.02.2012.....

Signature(s) :

 Lambert

Paraphes

AL SL ND

CB

TITRE D'HABILITATION A CONSTRUIRE

(Joindre ce document à la promesse de bail signée le 13/11/2008)

Je soussigné **Jean François GUENARD**

Domicilié : **31 rue du Sourd 02140 LEME**

Propriétaire(s) de la (des) parcelle(s) suivante(s) :

Commune(s)	Section(s)	N° parcelle(s)
VOULPAIX	ZC	2

Autorise(ons) la société ELECTRAWINDS ou tout tiers ou société auquel elle aurait cédé ses droits :

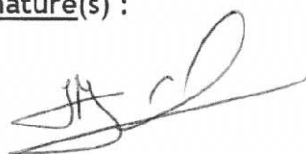
- à construire un parc éolien (en tout ou partie) sur le(s) terrain(s) dans une zone d'implantation comportant la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à créer des plateformes de montage et de maintenance des éoliennes en totalité ou partiellement sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à aménager des virages et/ou créer des chemins d'accès sur la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à mettre en place des câbles de transport d'énergie électrique enterrés dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus dont les pales survoleront les mêmes parcelles,
- à construire des éoliennes dans la (les) parcelle(s) voisine(s) dont les pales surplomberont la (les) parcelle(s) énumérées,
- à entreprendre des gros entretiens des éoliennes dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à entreposer ou laisser le passage temporairement aux engins de chantiers dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus.

Fait à Leme

Le 12 mai 2012

En 3 exemplaires

Signature(s) :



TITRE D'HABILITATION A CONSTRUIRE

Je soussigné PIERRA Denise

Domicilié : 10 rue la martinière 85190 VENANSAULT

Je soussigné BONHOMME Roger.....

Domicilié : 24 rue d'Haution 02140 LA VALLEE AU BLE

Je soussigné BONHOMME Simone

Domicilié : 24 rue d'Haution 02140 LA VALLEE AU BLE

Propriétaire(s) de la (des) parcelle(s) suivante(s) :

Commune(s)	Section(s)	N° parcelle(s)	Lieux-dits (facultatif)
La Vallée au Blé	ZD	33, 42	

Autorise(ons) la société VALOREM ou tout tiers ou société auquel elle aurait cédé ses droits :

- à construire un poste de livraison électrique sur le(s) terrain(s) dans une zone d'implantation comportant la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à mettre en place des câbles de transport d'énergie électrique enterrés dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus,
- à entreposer ou laisser le passage temporairement aux engins de chantiers dans la (les) parcelle(s) énumérées ci-dessus.

Fait à La Vallée au Blé

Le 18 Avril 2012

Signature(s)

[Handwritten signatures: Denise Pierra, Roger Bonhomme, Simone Bonhomme]